



ÉVALUATION FINALE DU PROJET

« LA JEUNESSE NIGÉRIENNE EN ACTION : SOUTENIR LE RÔLE
ACTIF DES JEUNES FEMMES ET HOMMES POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX DANS LES DEPARTEMENTS DE
DIFFA (COMMUNES DE DIFFA, CHETIMARI ET GUESKEROU),
BOSSO (COMMUNE DE BOSSO ET TOUMOUR) ET N'GUIGMI
(COMMUNES DE KABLEWA ET NGUIGMI) »

PBF/IRF-462

RAPPORT FINAL

Décembre 2023-Janvier 2024

Élaboré par : Institut Panafricain pour le Développement

Consultant principal : Dr Christophe SADOS



TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES PHOTOS ET ILLUSTRATIONS	3
LISTE DES ABRÉVIATIONS	4
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	6
I. INTRODUCTION	9
I.1. Contexte de l'Évaluation	9
I.2. Objet de la mission	11
I.3. Objectifs de l'Évaluation	11
I.4. Portée de l'Évaluation.....	12
I.5. Critères et questions de l'Évaluation	12
II. MÉTHODOLOGIE.....	12
II.1. PHASE PRÉPARATOIRE	12
II.2. COLLECTE, TRAITEMENT ET ANALYSE DE DONNÉES MIXTES	13
II.2.1 Approche qualitative	13
II.2.2 Approche participative : les focus groups	14
II.2.3 Enquête quantitative : sondage	14
II.2.4 Traitement, analyse de données et recommandations.....	15
III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION FINALE	15
III.1. PERTINENCE	15
III.2. COHÉRENCE	19
III.2.1. Cohérence interne	19
III.2.2. Cohérence externe	22
III.3. ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ	23
III.3.1. Appréciation de l'atteinte des résultats	28
III.4. ÉVALUATION DE L'EFFICIENCE	32
III.4.1. Qualité de la gestion financière	32
III.4.2. Qualité de la consommation du budget	33
III.5. IMPACTS DU PROJET	42
III.5.1 Impact sur les communautés du projet.....	42
III.5.2 Impact économique du projet.....	44
III.5.3 Impact sur la gestion inclusive des ressources naturelles (environnement).....	45
III.5.4 Les défis auxquels le projet a fait face.....	46
III.6. THÉMATIQUES TRANSVERSALES.....	47

III.6.1 Utilisation de l'approche sensible au genre et aux conflits dans la conception et la mise en œuvre du projet	47
III.6.2 Intégration des dimensions genre dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'intervention et des résultats.....	47
III.6.3 Implication des jeunes hommes et femmes dans le projet	48
III.6.4 Rôle du projet dans l'apaisement des tensions le renforcement et la cohabitation entre les acteurs	48
III.7. EFFETS CATALYTIQUES.....	49
III.8. DURABILITÉ	49
III.8.1 Durabilité environnementale	49
III.8.2 Durabilité économique	50
III.8.3 Durabilité de la cohésion sociale et d'un environnement non violent.....	51
IV. DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS	52
IV.1. DIFFICULTES	52
IV.2. RECOMMANDATIONS.....	52
BIBLIOGRAPHIE.....	54
Direction régionale de l'environnement de Diffa (2022). Rapport de formation théorique et pratique de 245 jeunes sur la gestion des RN et la production des plants dans sept communes de la région Diffa.....	54
ID vert (2022). Rapport d'activité allant du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2022.	54
INS (2020), Annuaire Statistique 2015 – 2019, édition 2020.	54
Kouri (2022) Rapport (intérimaire/final) descriptif des partenaires d'exécution.	54
OIM-SFCG (2021). Etude de référence. Rapport final.	55
PBF, SFCG, OIM (2022) Project Progress Report. Version actualisée.	55
PBF (mai 2023) Project Progress report. SFCG, OIM, version actualisée.	55
PBF (juin 2023) Project Progress report. SFCG, OIM, version actualisée.	55
PBF, YPI, SFCG, OIM, (2021) Document projet. Version finale.....	55
République du Niger (2022). Politique nationale de la jeunesse (2023 – 2032). Ministère de la jeunesse.	55
République du Niger (2015). Stratégie nationale portant sur l'autonomisation économique des femmes au Niger.	55
République du Niger (2020). Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.	55
République du Niger (2019). Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger (2020-2029).	55
Annexes.....	56

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : d'exécution des résultats.....	24
Tableau 2 : Capacités de maintenance, gestion et gouvernance des espaces civiques.....	28
Tableau 3 : Répartition des bénéficiaires accompagnés par des AGR agricoles.....	30
Tableau 4 : Statistiques de prise en charge des familles par les AGR des bénéficiaires.....	31
Tableau 5 : Statistiques de revenus gagnés à travers les activités induites par le projet.....	31
Tableau 6 : consommation du budget à mi-parcours (à la date du 16 juin 2023).....	32
Tableau 7 : Exécution du budget (prévu et consommé) au terme du projet.....	33
Tableau 8 : Budget prévu et consommé par rubriques.....	33
Tableau 9 : Budget prévu et consommé par activité.....	35
Tableau 10 : La participation des jeunes aux activités organisées dans les espaces civiques.....	42
Tableau 11 : Apport du projet dans la prévention des catastrophes naturelles.....	45

LISTE DES PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

Photo 1 : la réalisation des demi-lunes dans la commune de Kablewa.....	46
---	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS

- AFD : Agence Française de Développement
- AGR : Activités Génératrices de Revenus
- CAD : Comité d'aide au développement
- CCAJ : Cadre de concertation des associations de Jeunes
- CNJV : Conseil National de la Jeunesse du Niger
- CRJ : Conseil Régional de la Jeunesse
- CTR : Comité technique Régional
- DR : Direction Régionale
- FDS : Forces de Défense et de Sécurité
- HACP : Haute Autorité a la Consolidation à la Paix
- FCG : Focus Group
- FNUCP : Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix
- GAR : Gestion Axée sur les Résultats
- GERME : Gérer Mieux mon Entreprise
- GEWE : Gender Equality and Women's Empowerment
- GFFO : German Federal Foreign Office
- GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société Allemande pour la Coopération Internationale)
- GYPI : Gender & Youth Promotion Initiative
- IPD-AC : Institut Panafricain pour le Développement Afrique Centrale
- MJC : Maisons des Jeunes et de la Culture
- MS EXCEL : MicroSoft Excel
- OEV : Organisations Extrémistes Violentes
- OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
- ONG : Organisation Non Gouvernemental
- OSC : Organisation de la Société Civile
- PBF : Peace Building Fund
- OCDE : Organisation de Coopération pour le Développement Economique
- ODD : Objectifs de Développement Durable
- OHCHR : Haut-Commissariat aux droits de l'homme
- ONU : Organisation des Nations Unies
- PADEK : Projet d'appui au développement du Kawar
- PAN : Plan d'actions National
- PBF : PeaceBuilding Fund
- PDI : Personnes Déplacées Internes
- PDES : Programme de Développement Economique et Social
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SFCG : Search For Common Ground
SNPREV : Stratégie Nationale de la Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme
Violent
S&E : Suivi et Evaluation
UNFPA : Le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
UNHCR : Agence des Nations Unies pour les réfugiés
USD : Dollar Américain
YPI : Youth Promotion Initiative

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La présente étude du projet « la jeunesse nigérienne en action : Soutenir le rôle actif des jeunes femmes et hommes pour la consolidation de la paix dans les départements de Diffa, Bosso et N'Guigmi » avait pour objectifs de :

- passer en revue toutes les activités mises en œuvre, les résultats obtenus ainsi que les progrès réalisés ;
- identifier les défis liés à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et aux différents outils de gestion opérationnelle déployés ;
- déterminer la pertinence des actions menées, leur efficacité tant en termes de résultats qu'en termes de dynamiques et de processus impulsés ainsi que leur impact et durabilité ;
- apprécier si le niveau de contribution des résultats atteints contribue à la stratégie de consolidation de la paix à Diffa ;
- analyser la validité des hypothèses qui sous-tendent la théorie du changement ;
- évaluer qualitativement et quantitativement le niveau d'impact du projet sur les principaux bénéficiaires ainsi que les bénéficiaires secondaires ;
- identifier les bonnes pratiques pour l'apprentissage et mettre en évidence les principales leçons apprises afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de futurs projets ;
- capitaliser l'ensemble des résultats du projet à des fins de redevabilité envers le bailleur (PBF), les bénéficiaires et les parties prenantes de la mise en œuvre ;
- proposer des ajustements stratégiques efficaces et pertinents permettant non seulement la reformulation d'une nouvelle phase (si possible), mais aussi la pérennisation de l'action.

Une approche mixte combinant la méthode qualitative et quantitative a été adoptée pour collecter les données sur le terrain. Pour ce faire, une équipe de 20 enquêteurs locaux et 2 superviseurs ont été formés et déployés sur le terrain pendant 10 jours pour assurer la collecte des données. Ainsi, un échantillon de 627 jeunes filles et garçons bénéficiaires du projet a été enquêté. Ces données quantitatives ont été complétées par des entretiens auprès de 56 personnes ressources constituées des représentants des communes concernées, les responsables des consortiums OIM-PBF-SFCG, des ONG de mise en œuvre, des responsables des institutions gouvernementales déconcentrées de la jeunesse, de l'environnement, de l'éducation nationale, de l'hydraulique, de l'élevage, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance ... Les responsables des Conseils des jeunes..., et par les focus group auprès de 73 personnes dans les 7 arrondissements. L'évaluation a été menée conformément aux six principaux critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à savoir la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité - ainsi que les questions transversales de genre, inclusion et de sensibilité aux conflits.

Le projet est pertinent dans la réponse aux problématiques soulevées dans l'analyse contextuelle. En effet, les AGR conduites au cours du projet se sont révélées efficaces pour lutter contre le chômage des jeunes, et s'inscrivent dans les besoins identifiés localement ; le partenariat avec les ONG ID Vert et Kouri a été élaboré en bonne coordination avec les priorités, politiques et expertises. L'analyse des parties prenantes par les équipes du projet dans le cadre de la programmation de l'intervention, et l'identification des politiques et priorités des espaces civiques ont permis une bonne intégration des activités des espaces civiques dans la vie des

jeunes des communautés, ainsi que pour les personnes des communautés bénéficiaires. Les activités économiques menées ainsi que les sensibilisations ont permis de respecter tout au long du projet le rapport au changement climatique, en changeant également les habitudes des personnes concernées.

Cette évaluation révèle aussi la complémentarité du projet avec la stratégie de consolidation de la paix à Diffa, car ce projet a touché les problèmes vécus dans la région de Diffa et des priorités également mises en lumière par les différentes autorités, ce qui assure l'intégration du projet dans les besoins et priorités locaux, et l'acceptation du projet par les communautés au sens large, assurant intrinsèquement une pertinence et une durabilité de l'action.

S'agissant de la cohérence du projet, l'analyse interne a permis de constater une parfaite complémentarité, et une synergie avec d'autres projets mis en œuvre par l'OIM, SFCG sous financement PBF d'une part et avec les actions d'autres partenaires et agences des Nations Unies telles UNFPA, PNUD, UNHCR, OHCHR, SFCG, AFD, GIZ, et GFFO d'autre part.

En ce qui concerne la cohérence externe, le projet s'est efficacement aligné avec les cadres stratégiques et priorités nationales ainsi qu'avec le plan d'action national de l'agenda femmes, paix et sécurité (2020 - 2024).

L'évaluation de l'efficacité a permis d'apprécier le niveau d'atteinte des principaux objectifs, résultats et produits du projet ainsi que le niveau de satisfaction des bénéficiaires directs et des parties prenantes. Les résultats ont été atteints en moyenne à 98 %, montrant ainsi que les solutions ont été apportées aux problèmes identifiés. L'analyse de l'efficacité s'est penchée sur la gestion financière qui montre un taux de décaissement de 100 % par rapport au budget global, et qui traduit une bonne utilisation des ressources malgré les retards parfois dans la mise à disposition des fonds aux partenaires d'exécution.

L'analyse des impacts sur les communautés du projet montre que les activités sportives (matches de football inter-jeunes et inter-commune), l'organisation des activités culturelles (les théâtres participatifs, les sketches, les thés débats) dans la zone d'intervention du projet a permis aux jeunes d'améliorer leur unité sociale, de réduire les conflits inter-jeunes et de consolider la paix.

Les activités de relèvement économiques ou d'autonomisation économique des jeunes menées dans le cadre de ce projet ont permis une réduction du chômage et un renforcement des capacités de l'entrepreneuriat des jeunes. Les AGR de commerce ont contribué à la création de boutiques et de petits commerces dans les villages où il n'y en avait pas. Les kits de réfrigérateurs ont permis de conserver des poissons frais pour écouler sur le marché. Les kits de petits ruminants ont permis aux jeunes de se lancer dans l'élevage et surtout dans la production de fourrage. À Malam Boulamari, un site maraîcher a été réalisé au profit des jeunes du village, ce qui donne du travail aux jeunes et permet la cohésion sociale. Ce périmètre maraîcher peut servir de modèle pour être diffusé dans tout le pays et ailleurs. Dans l'ensemble, les AGR ont été conçues et mises en place pour continuer à assurer leurs activités de survie au-delà de la vie du projet.

Les plantations d'arbres et les demi-lunes mises en place dans le cadre de ce projet contribuent à lutter contre le changement climatique. Grâce à la sensibilisation des jeunes par l'ONG Kouri,

les jeunes participent de moins en moins à l'abatage abusif des arbres, ce qui permet de garder l'eau dans les sols et de prévenir l'avancée du désert.

L'analyse de la transversalité montre que le projet a été élaboré sur la base de la politique du respect du genre. Dans la conception du projet, il était prévu de toucher des jeunes femmes et hommes de moins de 35 ans, de toucher des déplacés et les minorités ethniques afin de renforcer le tissu social fragilisé par les fractures et les divisions. Toutes les activités du projet de la conception à la réalisation étaient sensibles au genre et aux conflits.

Le projet a quelques effets catalytiques, car le fait que les bénéficiaires directs de la plantation d'arbres et demi-lunes dans le cadre de la protection de l'environnement au niveau des communes ont continué (après la clôture de l'activité) à répliquer cette bonne expérience auprès des autres membres marque un grand pas vers un processus apaisé de paix au niveau communautaire.

Le projet a été conçu pour assurer la durabilité des résultats au-delà de la fin de sa mise en œuvre, en capitalisant sur l'ancrage local du conseil régional de jeunes, les conseils départementaux et communaux de jeunes, la CCAJ, les conseils municipaux des sept communes, les services techniques déconcentrés de la jeunesse et l'entrepreneuriat, de la culture et de la promotion de la femme et la protection de l'enfance, les OSC locales des jeunes et femmes. Les activités réalisées adoptent également une approche holistique de façon à faciliter l'accès durable aux espaces civiques, l'autonomisation économique pour les jeunes de moins de 35 ans dans la préservation de l'environnement afin de contribuer à la consolidation de la paix et une sortie de crise sécuritaire dans la région de Diffa. Les espaces civiques depuis lors sont sous la gestion directe de la jeunesse (comité de gestion) avec une supervision des mairies. Ces espaces sont utilisés par les jeunes comme lieux de rencontre intracommunautaire et intercommunautaire grâce au réseau qui a été mis en place durant le projet.

Le projet a été élaboré sur la base de la politique du respect du genre et a respecté les six critères d'évaluation que nous avons examinés à savoir : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. Il s'agit donc d'un projet pertinent dans sa réponse aux problématiques soulevées dans l'analyse contextuelle et géré dans le respect du budget. Les résultats ont été atteints en moyenne à 98 %, montrant ainsi que les solutions ont été apportées aux problèmes identifiés. En capitalisant sur l'ancrage des associations et institutions locales partenaires, le projet va pouvoir assurer la durabilité des résultats au-delà de la fin de sa mise en œuvre.

I. INTRODUCTION

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation finale du projet « jeunesse nigérienne en action : soutenir le rôle actif des jeunes femmes et hommes pour la consolidation de la Paix dans les départements de Diffa (Communes de Diffa, Chetimari et Gueskerou) Bosso (communes de Bosso et Toumour) et dans le département de Nguigmi (communes de Nguigmi et Kablewa) ».

Mis en œuvre du 18/02/2022 au 17 août 2023, par le consortium OIM-SFCG à travers les ONG nationales ID VERT et KOURY, le Conseil Régional de la Jeunesse et certains services techniques déconcentrés et financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PeaceBuilding Fund – PBF), ce projet vise à contribuer à la consolidation de la paix en facilitant l'accessibilité des jeunes femmes et hommes aux espaces civiques et aux ressources naturelles dans la région de Diffa.

Réalisé conformément aux exigences d'évaluation des projets de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), ce rapport présente dans les prochaines sections : le contexte de l'évaluation, ses objectifs, la méthodologie d'exécution, les résultats-clés permettant de répondre aux questions évaluatives, les bonnes pratiques et les recommandations subséquentes.

I.1. CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

Depuis 2014, le Niger fait face à des défis sécuritaires marqués par des actes d'extrémisme violent et de banditisme qui ont plongé la population dans un état d'extrême pauvreté accentuant ainsi le manque d'opportunités économiques qui, du reste, étaient déjà limitées.

La région de Diffa, objet de la présente étude, est en état d'urgence depuis 2015 du fait des attaques persistantes des Organisations Extrémistes Violentes (OEV) telles que Boko Haram contre la population civile et militaire. En 2020 seulement, environ 290 personnes ont été enlevées et 160 ont été tuées lors de ces attaques. Des cas d'enlèvements et d'attaques terroristes dont celle de Baroua (commune de Bosso) dans la nuit du 23 au 24 août 2021 entraînant la mort de 16 membres des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et d'un civil contribuent à instaurer un climat de peur parmi les populations. Les violences basées sur le genre sont également prégnantes sur l'ensemble des sites de déplacés, les femmes étant les principales victimes des enlèvements ainsi que des violences physiques et sexuelles. En outre, les groupes traditionnellement marginalisés notamment les jeunes deviennent plus vulnérables face à la manipulation de leurs griefs afin de commettre des violences, en particulier par les OEV dont Boko Haram.

Parallèlement à cela, depuis le mois de juin 2021, le gouvernement du Niger avait entrepris la facilitation du retour des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans leurs villages d'origine. Au 13 septembre 2021, un total de 35 445 personnes dont 13 469 jeunes de moins de 35 ans y compris 7 004 jeunes femmes) ont rejoint les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa (ciblées parmi les sept communes du projet). La méfiance et les tensions entre les différentes communautés provoquées par le retour de ces jeunes femmes et hommes dans leurs villages d'origine exacerbent leur manque d'accès aux espaces civiques ainsi qu'aux ressources naturelles et en

particulier à l'eau et au foncier. Par ailleurs, les espaces de dialogue étant largement dominés par les hommes, l'accès des femmes à ces plateformes reste difficile.

La faible présence de l'État dans certaines parties de la région de Diffa ne permet pas aux autorités locales d'assurer l'accès des jeunes aux espaces civiques. Les seuls espaces civiques actuellement en activité dans la région sont les Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) et le Centre de Paix de Diffa qui ont été soutenus par Search for Common Ground (SFCG).

Les crises sécuritaires multiformes dans la région de Diffa ont créé un déplacement interne massif des populations en accroissant en conséquence la pression sur les ressources naturelles (eau et terre) déjà très limitées. En outre, depuis 2016, la région de Diffa fait face à des inondations dues aux fortes précipitations et à la crue exceptionnelle du fleuve Koumadougou, entraînant des déplacements massifs des populations.

Avec la montée des attaques de Boko Haram contre la population civile depuis 2015 dans la région de Diffa ainsi que leur présence dans les zones de culture et d'élevage, de nombreux jeunes ont perdu leurs emplois (tels que les ouvrières agricoles) et l'accès aux activités génératrices de revenus (AGR) telles que la récolte de poivrons et le commerce du poisson. De plus, l'exclusion de la gestion des affaires publiques de la majorité des jeunes et les stigmatisations auxquels sont confrontés certains groupes pour leur positionnement géographique et leur appartenance socioculturelle mettent en difficulté toute œuvre de consolidation de la paix et de la cohésion sociale dans la région de Diffa.

Eu égard à ce qui précède et dans le souci de contribuer à apporter une réponse aux causes structurelles et aux principaux facteurs de tensions et conflits existants dans les communes ciblées, le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PeaceBuilding Fund – PBF) a financé le projet « jeunesse Nigérienne en action : soutenir le rôle actif des jeunes femmes et hommes pour la consolidation de la Paix dans les départements de Diffa (communes de Diffa, Chetimari et Gueskerou), de Bosso (Communes de Bosso et Toumour) et de N'guigmi (communes de N'guigmi et Kablewa) » à hauteur de 1,5 million USD sur 18 mois, lequel est mis en œuvre par l'OIM et SFCG dans 7 communes sur les 12 que comporte la région de Diffa.

L'objectif global de ce projet est de contribuer à la consolidation de la paix en facilitant l'accessibilité des jeunes femmes et hommes aux espaces civiques et aux ressources naturelles dans la région de Diffa. Pour atteindre cet objectif, ce projet dont les jeunes sont les protagonistes se concentre sur les trois objectifs spécifiques suivants :

- l'opérationnalisation des espaces civiques et l'optimisation de leurs accès aux jeunes femmes et jeunes hommes dans la région de Diffa ;
- le renforcement des capacités de résilience des jeunes femmes et jeunes hommes dans la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles (eau et terres) ;
- la mobilisation des jeunes femmes et hommes pour le renforcement de la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent.

Trois résultats étaient attendus à l'issue de la mise en œuvre de ce projet à savoir :

Résultat 1 : L'accès et la participation active des jeunes femmes et hommes de moins de 35 ans aux espaces civiques augmentent durablement.

Résultat 2 : La capacité d'agir des jeunes femmes et jeunes hommes dans la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles (eau et foncier) est renforcée de manière durable avec un accent particulier sur les jeunes femmes vulnérables.

Résultat 3 : Les jeunes femmes et hommes ont les capacités, les ressources et les opportunités pour contribuer positivement à la consolidation de la paix dans la région de Diffa.

Afin de réaliser les activités, le projet a opté pour une approche participative visant la mise en œuvre des activités par des institutions étatiques régionales et locales de la jeunesse ainsi que les Organisations de la Société Civile de la jeunesse.

Au vu du contexte qui prévaut après le soudain changement survenu à la tête des Institutions le 26 juillet 2023 au Niger, les équipes d'évaluation à Douala et à Diffa ont travaillé en étroite collaboration avec les nouvelles autorités de Diffa, afin de faciliter le déploiement et l'encadrement des agents de collecte des données sur le terrain, ainsi que la rédaction de ce rapport.

I.2. OBJET DE LA MISSION

Le but de l'évaluation finale est de dresser un bilan global de la mise en œuvre du projet à travers une appréciation qualitative et quantitative des résultats obtenus et du niveau d'atteinte des objectifs fixés.

Cette évaluation finale servira également à documenter les succès enregistrés, les points forts, les points à améliorer de l'intervention afin de formuler des recommandations fondées sur la base des données probantes qui soutiendront éventuellement de nouvelles phases du projet.

I.3. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

Les objectifs spécifiques de la mission sont de :

- passer en revue toutes les activités mises en œuvre, les résultats obtenus ainsi que les progrès réalisés ;
- identifier les défis liés à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et aux différents outils de gestion opérationnelle déployés ;
- déterminer la pertinence des actions menées, leur efficacité tant en termes de résultats qu'en termes de dynamiques et de processus impulsés ainsi que leur impact et durabilité ;
- apprécier si le niveau de contribution des résultats atteints contribue à la stratégie de consolidation de la paix à Diffa ;
- analyser la validité des hypothèses qui sous-tendent la théorie du changement ;
- évaluer qualitativement et quantitativement le niveau d'impact du projet sur les principaux bénéficiaires ainsi que les bénéficiaires secondaires ;
- identifier les bonnes pratiques pour l'apprentissage et mettre en évidence les principales leçons apprises afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de futurs projets ;
- capitaliser l'ensemble des résultats du projet à des fins de redevabilité envers le bailleur (PBF), les bénéficiaires et les parties prenantes de la mise en œuvre ;

- proposer des ajustements stratégiques efficaces et pertinents permettant non seulement la reformulation d'une nouvelle phase (si possible), mais aussi la pérennisation de l'action.

I.4. PORTÉE DE L'ÉVALUATION

La mission d'évaluation finale est limitée à la période de mise en œuvre du projet comprise entre juin 2022 et décembre 2023, dans 7 (sept) communes de la région de Diffa (Diffa, Chetimari, Gueskérou, Bosso, Toumour, N'guigmi et Kabléwa) au Niger. Elle intègre les conclusions et recommandations de l'étude de référence réalisée dans les premiers mois de mise en œuvre du projet GYPI.

Les thématiques clés du projet sont les suivantes : 1) l'accès et la participation active des jeunes aux espaces civiques ; 2) la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles (eau et terre) ; 3) la consolidation de la paix et la cohésion sociale ; 4) l'accès de jeunes aux activités génératrices de revenus ; 5) sensibilisation contre l'extrémisme violent. En dehors de ces thématiques, l'évaluation prendra en compte les aspects transversaux (sensibilité aux conflits, inclusion, genre et plaidoyer).

L'évaluation qui s'est déroulée entre décembre 2023 et janvier 2024 couvre sept communes de la région de Diffa (Diffa, Chetimari, Gueskérou, Bosso, Toumour, N'guigmi et Kablewa) au Niger.

I.5. CRITÈRES ET QUESTIONS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation a été menée conformément aux six principaux critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à savoir la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité - ainsi que les questions transversales de genre, inclusion et de sensibilité aux conflits.

Les questions, les outils d'évaluation, la méthodologie appropriée et les conclusions du présent rapport y compris les leçons apprises/bonnes pratiques sont centrés sur ces critères.

II. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie utilisée est classique, elle repose sur une démarche à la fois qualitative et quantitative qui privilégie autant que possible une triangulation des données aussi bien primaires que secondaires : document projet, rapports d'activité et enquêtes auprès des bénéficiaires (observation directe, Focus Group, et entretiens avec les parties prenantes).

La méthodologie de cette étude comprend trois phases à savoir : la phase préparatoire, la phase de collecte, traitement et analyse de données mixtes, et enfin la phase de rédaction du rapport d'évaluation.

II.1. PHASE PRÉPARATOIRE

Elle a débuté par une réunion de lancement par vidéoconférence qui a servi de cadrage de la mission d'évaluation. Pendant cette réunion, les différentes articulations du projet et la méthodologie d'évaluation ont été présentées, des modalités de collaboration avec l'Université

de Diffa ; le profil des agents de collecte des données et les besoins du Consultant ont été également présentés. Y ont participé : l'équipe d'évaluation, l'équipe de gestion de l'évaluation OIM-SFCG, l'équipe de PeaceBuilding Fund (PBF) Niger, les points focaux, le consultant et les membres de son équipe.

À la suite de la réunion de lancement, l'équipe du consultant a procédé à l'élaboration des outils de collecte des données (Guide d'animation, guides d'entretien et questionnaire), à la conception de la fiche de consentement éclairé et du protocole d'enregistrement d'entretien et à l'analyse des documents du projet (études de référence GYPI, les rapports du suivi du projet, les rapports périodiques et les études pertinentes sur l'inclusion et la résilience des jeunes dans le contexte d'extrémisme violent au Niger et au Sahel, les différentes stratégies nationales et régionales).

L'ensemble de ces outils a permis de produire le rapport de démarrage qui a été validé par le consortium.

Cette phase a été clôturée par le recrutement et la formation de 20 enquêteurs et de 02 superviseurs ayant les compétences requises en la matière en l'occurrence la maîtrise de la culture et langue locales (Haoussa, Kanuri, ...) et la maîtrise du logiciel KoboCollect. Afin de garantir la qualité du processus, une enquête pilote (prétest) a été réalisée auprès de quelques personnes à Diffa par les enquêteurs.

II.2. COLLECTE, TRAITEMENT ET ANALYSE DE DONNÉES MIXTES

Le processus de collecte de données a suivi une approche couplant les méthodes qualitatives et quantitatives. L'équipe des consultants s'est ainsi fait accompagner par l'Université de DIFFA, sous la coordination et la supervision du Consortium OIM-SFCG.

II.2.1 Approche qualitative

Dans le cadre de cette approche, les techniques de collecte de données utilisées sont : la recherche documentaire, l'observation directe et l'entretien.

- **Revue documentaire**

La revue documentaire a été effectuée par l'équipe du consultant sur la base des questions de la matrice d'évaluation (cf annexe n°1). Le fonds documentaire a été constitué essentiellement des documents relatifs à la conception du projet fournis par le consortium, les documents de suivi-évaluation, tous les rapports émis par les partenaires de mise en œuvre ainsi que toutes les études faites dans le cadre du projet. Y ont été ajoutés, des documents obtenus des sites internet du gouvernement du NIGER et des agences des Nations Unies, en l'occurrence les documents-cadres au niveau régional, national et international, les documents connexes en lien avec les activités et les objectifs du projet et apportant des éclairages sur l'appréciation de ces derniers.

- **L'observation sur le terrain**

Il s'est agi à travers une grille d'observation (cf. annexe n°2), de constater sur le terrain les équipements et les infrastructures réalisées dans le cadre du projet ainsi que des données sur la manière d'accéder et le niveau d'accès des jeunes hommes et femmes aux espaces civiques, aux ressources naturelles et à la gestion des conflits et consolidation de la paix.

- **Les entretiens**

Au total, la mission a échangé avec 56 personnes ressources dans la région de Diffa et à Niamey du 24 au 31 décembre 2023. La mission s'est entretenue avec l'équipe de mise en œuvre du projet, l'université de Diffa, ainsi que d'autres parties prenantes dont la liste est disponible en annexe 3.

Ces entretiens, réalisés par l'équipe d'évaluation, ont porté essentiellement sur les informations relatives aux facteurs (économiques, culturels, sociologiques, psychologiques, institutionnels et systémiques) qui entravent le maintien de la paix, la facilitation de l'accès des jeunes hommes et femmes aux espaces civiques et aux ressources naturelles. Les avis sur les critères d'évaluation ont également été recueillis auprès de ces derniers ainsi que des pistes de solutions pouvant améliorer la situation des jeunes PDI. Le processus des entretiens s'est fait sous la forme semi-directive parce qu'elle permet à la personne interrogée de s'exprimer le plus librement possible ; et les outils utilisés sont le guide d'entretien le dictaphone et les blocs-notes.

II.2.2 Approche participative : les focus groups

Les groupes de discussion ont été constitués pour comprendre d'une part, les difficultés d'accès des jeunes hommes et femmes espaces civiques et aux ressources naturelles à DIFFA ; et d'autre part, recueillir les actions pertinentes pour faciliter et consolider la paix et réduire le niveau de violence dans la zone d'intervention du projet.

Dans chaque commune, il a été organisé au moins un focus group réunissant soit les autorités traditionnelles, soit les parents femmes soit les jeunes hommes de la commune.

Les discussions ont été relevées par écrit (avec l'autorisation des participants) sans utilisation d'un dictaphone pour éviter toute incompréhension. Elles ont ensuite été saisies et classées par thème pour une meilleure exploitation des informations.

Les groupes de discussion ont été réalisés par commune par une équipe de 02 agents terrain (le coordonnateur terrain pour la coordination de l'activité et 01 superviseur pour la prise des notes). Cette même équipe avait directement la charge de réaliser les transcriptions avant de les transmettre, ainsi que les éventuels enregistrements à l'équipe d'évaluation.

II.2.3 Enquête quantitative : sondage

L'enquête quantitative qui s'est déroulée du 24 décembre 2023 au 04 janvier 2024 a consisté à sonder quelques bénéficiaires directs du projet afin de mieux cerner le contexte du projet et les perceptions de ces bénéficiaires. Cette enquête était capitale pour mesurer d'une part l'action effective du projet sur les bénéficiaires des AGR et des espaces civiques, et d'autre part leur avis sur la pertinence, l'intérêt, et les changements réels apportés par le projet sur leur quotidien.

Sur 1431 bénéficiaires initialement ciblés par l'échantillonnage, l'équipe de collecte de données sur le terrain n'a pu rencontrer que 627 jeunes hommes et femmes bénéficiaires dont 57 à Bosso, 43 à Toumour, 75 à Chetimari, 63 à Diffa, 57 à Gueskerou, 133 à Kablewa, et 199 à Nguigmi. Malgré l'accompagnement des ONG ID VERT, KOURY et de quelques conseillers de jeunesse, les bénéficiaires ont été difficiles à trouver sur le terrain, car beaucoup se sont déplacés depuis les événements de juillet 2023.

Afin de garantir la qualité de la collecte sur le terrain, l'équipe d'évaluation vérifiait à fréquence quotidienne lors des réunions avec les enquêteurs et superviseurs et à travers l'application kobocollect, les doublons, les valeurs aberrantes, les « ne sait pas » et les refus, « autre »/« à préciser », les tendances des variables importantes et la productivité des enquêteurs.

II.2.4 TRAITEMENT, ANALYSE DE DONNÉES ET RECOMMANDATIONS

Les données extraites de la base de données électronique kobotoolbox ont été traitées sur les logiciels SPSS et MS-Excel. Après traitement, ces données ont été analysées, aux fins de la rédaction du présent rapport d'évaluation notamment pour éclairer les jugements sur les différents critères d'évaluation.

L'analyse des données recueillies dans le cadre de la revue documentaire, les focus groups et les entretiens réalisés auprès des parties prenantes ont permis la triangulation des données en lien avec les différentes questions de l'évaluation par le biais d'une matrice qui a mis en perspective les différentes opinions exprimées dans les entretiens. La revue approfondie de tous les documents, les données du suivi-évaluation, ont facilité l'analyse, la comparaison, et la triangulation de l'information avec les autres sources de données.

Théorie du changement

Il s'agissait de vérifier si :

- les jeunes femmes et hommes leaders de moins de 35 ans ont un meilleur accès aux espaces civiques et participent activement à leur gestion.
- les jeunes ont un accès durable et sécurisé aux ressources naturelles (eau et foncier), dans le respect et la préservation de l'environnement.
- les jeunes leaders sont mobilisés pour donner des perspectives d'intégration économique et socio-culturelle aux groupes les plus marginalisés.

III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION FINALE

L'équipe d'évaluation a soumis le Projet jeunesse Nigérienne en action aux six critères d'évaluation du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), à savoir : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité.

III.1. PERTINENCE

L'évaluation de la pertinence a consisté à une analyse de la stratégie du projet suivie d'un focus sur toutes les activités réalisées aux fins de déterminer si oui ou non les interventions du projet répondent valablement aux besoins réels exprimés par les jeunes femmes et hommes de la région de Diffa et si le projet était bien aligné aux priorités du fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix. La pertinence du projet a été examinée par rapport aux AGR, aux politiques et priorités d'ID Vert et Kouri, aux politiques et priorités des espaces civiques, au changement climatique dans la région de Diffa, aux interventions et leurs approches par rapport aux priorités et aux politiques des personnes et des communautés bénéficiaires, par rapport à la complémentarité du projet avec les autres initiatives de plans en cours dans les zones de projet.

III.1.1 Pertinence par rapport aux jeunes bénéficiaires d'AGR

Les attaques de Boko Haram contre la population civile depuis 2015 dans la région de Diffa ainsi que leur présence sur les zones de culture et d'élevage, ont causé des pertes d'emploi chez les jeunes (tels que les ouvrières agricoles) et l'accès aux activités génératrices de revenus (AGR) telles que la récolte de poivrons et le commerce du poisson. La formation GERMES (mieux gérer son entreprise) a permis aux jeunes de pouvoir faire grandir leurs activités économiques et assurer la durabilité.

De plus, l'exclusion à la gestion des affaires publiques de la majorité des jeunes a augmenté leur chômage. Le projet montre ici toute sa pertinence, car les jeunes femmes et hommes par le biais du projet ont pu retrouver une activité économique, ou ont eu accès à ces opportunités de développement économique, dans un environnement sécuritaire et environnemental dégradé.

Les jeunes hommes et femmes ont également reçu des kits petits ruminants composés de chèvres, de bouc et une parcelle de 0,25 hectare en vue de la vulgarisation de la culture fourragère. Des kits AGR de commerce et des Kits AGR agricoles ont permis la création de boutiques et de petits commerces et la transformation des produits agricoles par les jeunes filles et garçons bénéficiaires. On sait que de telles activités induisent nécessairement des bénéficiaires indirects.

Le projet a été l'une des réponses aux multiples besoins réels des jeunes femmes et hommes de ces zones, puisque cela a permis de sortir une partie des jeunes du chômage. C'est dans cet ordre d'idée qu'un informateur déclare : « Vous savez, avant d'en arriver aux AGR, il a été mis en place un comité de ciblage, on a formé des groupes de cinq pour évaluer et identifier les différents besoins à l'issue de ses travaux il y'en a qui ont choisi d'exercer l'embouche, d'autres ont choisi l'encens, d'autres ont choisi le petit commerce (...). Même les autorités coutumières et administratives apprécient les actions du projet. » Et l'adjoint au Maire de Diffa de renchérir : « oui le projet a bien répondu aux situations que vivent les jeunes, car ce projet a appuyé les jeunes à travers la formation, les activités culturelles et sportives, les activités de *cash for work*, agriculture, élevage et le petit commerce et les jeunes sont satisfaits et ont commencé à se prendre en charge eux-mêmes ».

III.1.2 Pertinence par rapport à la sélection des partenaires de mise en œuvre

Deux organisations de la société civile à savoir l'ONG locale KOURI et ID VERT ont été, au regard de leurs expériences et connaissances parfaites du terrain, sélectionnées pour mettre en œuvre un paquet d'activités du projet liées spécifiquement aux formations, à la mobilisation communautaire et la sensibilisation dans les domaines de la cohésion sociale, de la protection de l'environnement, de la sécurisation des terres, la sélection, l'octroi et le suivi des AGR,....

Toute cette série d'activités a répondu favorablement aux besoins réels longtemps ressentis et exprimés par les jeunes des différentes communes d'intervention du projet. Des propos recueillis auprès des bénéficiaires et autorités locales lors des entretiens et focus group ont confirmé à juste titre cette pertinence. Notons cependant que Ces deux OSC avaient le bon profil par rapport aux objectifs du projet.

III.1.3 Pertinence par rapport aux stratégies et priorités des espaces civiques (MJC, BJ...)

La faible présence de l'État dans certaines parties de la région de Diffa ne permettait pas aux autorités locales d'assurer l'accès des jeunes aux espaces civiques. Les seuls espaces civiques en activité dans la région avant le projet étaient les Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) mises en place par le ministère de la jeunesse et le Centre de Paix de Diffa réalisé par SFCG. Par ailleurs, les MJC étaient peu attrayantes pour les jeunes en raison de difficulté de gestion de ces structures (gestion administrative, maintenance, gouvernance), au manque d'initiatives pour les jeunes (bibliothèques, conférences, débats, manifestations sportives et culturelles, occasions d'échange culturel) et au manque d'informations accessibles sur ces espaces civiques et leur emplacement. Ce projet est pertinent pour les espaces civiques, car grâce à lui trois centres de jeunes ont été construits et trois autres réhabilités afin d'améliorer l'accès des jeunes à ces espaces civiques et à des réseaux inclusifs. En facilitant l'accessibilité des jeunes femmes et hommes aux espaces civiques, le projet a facilité la rencontre des jeunes, source de cohésion sociale intra et intercommunautaire et a contribué à la consolidation de la paix.

III.1.4 Pertinence par rapport aux changements climatiques dans la région de DIFFA

La forte pression sur les ressources naturelles due à l'arrivée et l'installation des personnes déplacées a contribué à la dégradation du tissu social. Ces éléments avaient contribué à créer un climat de compétition sans précédent pour l'accès et la sécurisation des ressources naturelles, en particulier à l'eau et au foncier, pour les jeunes femmes et jeunes hommes. Ceci avait ainsi concouru à développer une frustration des populations hôtes du fait de la dégradation de leurs ressources en eau et à l'accès au foncier, du manque de confiance réciproque entre les jeunes et les autorités, et une méfiance généralisée entre les communautés ainsi qu'entre les communautés hôtes et les déplacés retournés.

Cette situation avait accentué la vulnérabilité des jeunes femmes, car l'accès aux ressources naturelles, notamment à la terre, semblait être un domaine extrêmement discriminatoire pour les femmes. Eu égard à ce qui précède, nous confirmons que le projet est pertinent dans la mesure où, dans une perspective de réponses aux problèmes ci-haut évoqués, il a permis de sensibiliser les jeunes femmes et hommes sur les impacts des changements climatiques et la dégradation des terres dans sept communes et à capaciter les femmes et hommes à un meilleur accès aux

ressources naturelles et à la prévention et gestion des catastrophes.

III.1.5 l'adéquation des interventions et leurs approches par rapport aux priorités des personnes et des communautés bénéficiaires

Depuis 2015, la région de Diffa est en état d'urgence du fait des attaques persistantes des organisations extrémistes violentes (OEV) telles que Boko Haram contre la population civile et militaire. En 2020 seulement, environ 290 personnes ont été enlevées et 160 ont été tuées lors de ces attaques. Le projet est pertinent quant à la consolidation de la paix comme le souligne un responsable de PBF lors des entretiens et qui s'exprime en ces termes : « oui, les interventions du projet s'alignent aux priorités du gouvernement du Niger en matière de consolidation de la paix, car le projet a été conçu en étroite collaboration avec les autorités régionales de Diffa, or le gouvernorat de Diffa représente le gouvernement, donc tout ce que nous faisons dans le cadre de la consolidation, c'est en concertation avec le gouvernorat et le Conseil Régional. Ils nous facilitent les contacts avec les mairies et nous encouragent à travailler dans le respect des lignes directrices du PBF en matière de consolidation de la paix ». Les différents mécanismes qui mènent les jeunes à être associés aux OEV (volontaires, pressions familiales ou enlèvement), mais aussi la différence des rôles qu'ils peuvent prendre ont été pris en considération dans ce projet.

La méfiance et les tensions entre les différentes communautés provoquées par le retour de ces jeunes femmes et hommes dans leurs villages d'origine exacerbent leur manque d'accès aux espaces civiques, ainsi qu'aux ressources naturelles, et en particulier à l'eau et au foncier. L'approche retenue par le projet était de laisser les femmes et les hommes animer les séances de sensibilisation à l'endroit de leurs pairs accompagnés de KOURI et de la Direction régionale de l'environnement. Ces jeunes ont été briefés sur le module par l'agent de l'environnement. Les conseillers municipaux ont facilité la mobilisation sociale au niveau des villages.

Dans la région de Diffa, les espaces de dialogue étaient largement dominés par les hommes, l'accès des femmes à ces plateformes était difficile. Ces facteurs sont d'importances, car ils contribuent à la marginalisation des jeunes femmes, renforçant plus leurs invisibilités et potentiellement leur vulnérabilité. Ainsi, pour pallier cette situation, le projet a pris en compte les jeunes sans distinction de sexe et cela dans le respect de l'approche sensible au genre. Il était prévu que les femmes bénéficiaires occupent 55%, mais dans la mise en œuvre des activités les femmes ont été touchées à hauteur de 60%.

Dans ce contexte, le projet proposé par l'OIM et SFCG visait à répondre aux problématiques dont la combinaison nuit fortement à la consolidation de la paix à Diffa. C'est dans cette optique que SFCG a formé les jeunes de FADA en production des messages alternatifs (radio) et les a fait participer à des clubs d'écoute. Ces jeunes ont également mené des dialogues communautaires-vivre ensemble, égalité genre, cohésion sociale, organiser des discussions entre jeunes et acteurs influents, afin de prévenir l'enrôlement dans les groupes d'extrémisme violents. Search a, en amont, formé ces jeunes en Common Ground Approach, afin d'assurer que leurs interventions soient sensibles aux intérêts de chacun, pour une approche gagnant-gagnant qui est adaptée au travail dans des environnements sécuritaires dégradés.

Renforcer le rôle actif des jeunes dans la cohésion sociale s'est avéré être une réponse à la fois

stratégique, notamment pour la région, et à contribuer à un climat pacifique, de coexistence, et de prévention des violences et de l'enrôlement dans des activités violentes et essentielle à cette situation.

La pertinence du projet par rapport aux plans gouvernementaux de la région et ou du Pays

Ce projet est pertinent car il prend en compte les orientations stratégiques du PDES 2017-2021 et le PDES 2022-2026, notamment l'action majoritaire (v) : le renforcement des actions de consolidation de la paix, du Programme 10 "Renforcements de la Gouvernance sécuritaire" dans son axe 2 : consolidation de la Gouvernance, Paix et Sécurité. Le projet prend également en compte la Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent adopté le 12 février 2021 par décret n°2021-101/PRN/PM, notamment dans ses axes 1 et 3.

Principal constat 01 : la démarche, les approches et les outils promus par le projet sont innovants et ont véritablement permis à de nombreuses jeunes femmes et jeunes hommes d'accéder aux espaces civiques et aux ressources naturelles (eau et terre), mais aussi et surtout de réaliser quelques AGR, les aidant à sortir de l'extrême pauvreté et ses conséquences dans laquelle les manifestations de l'extrémisme violent les avaient plongées depuis bien des années.

Principal constat 02 : les principaux besoins exprimés par les bénéficiaires avant le début du projet étaient : l'appui en AGR pour se prendre en charge, le renforcement de leurs capacités en informatique, gestion, cohésion sociale et promotion de la paix, et préservation, etc. Au vu des activités effectivement réalisées, on peut affirmer sans risque de se tromper que le projet a, à travers son action, répondu significativement aux besoins exprimés par les bénéficiaires. Néanmoins, il est regrettable de noter que plusieurs de ces jeunes bénéficiaires ont dû se déplacer en raison de la situation sécuritaire qui ne s'est pas toujours stabilisée dans la zone d'intervention.

III.2. COHÉRENCE

L'évaluation de la Cohérence a permis d'identifier la complémentarité entre les approches, mécanismes, les outils et les actions promues par le projet avec d'une part, d'autres interventions mises en œuvre au sein de l'OIM et par d'autres agences du Système des Nations Unies dans le domaine de consolidation de la paix et des ODD à Diffa (Cohérence interne) et d'autre part les interventions portées par l'État nigérien et d'autres partenaires en matière de consolidation de la paix, et de de cohésion sociale (cohérence externe).

III.2.1. Cohérence interne

Globalement, le cadre logique du projet a facilité la documentation des résultats par rapport aux objectifs définis à la conception. La formulation des indicateurs respecte les principes de la gestion axée sur les résultats (GAR).

L'équipe d'évaluation a une bonne appréciation de la logique d'intervention du projet présenté dans le document projet. Tous les éléments devant faire partie de la chaîne de résultats

apparaissent dans le cadre logique. En effet, cette logique d'intervention présente clairement le passage des activités aux résultats puis aux changements immédiats qui devront conduire au changement final recherché.

Ce projet veut soutenir les efforts des jeunes dans la consolidation de la paix à Diffa, à travers différentes activités réalisées au niveau des 7 communes, et toutes ces activités vont effectivement dans le sens de la cohésion sociale et la résolution pacifique des conflits.

L'analyse de la cohérence interne a permis de constater une parfaite complémentarité, et une synergie avec d'autres projets mis en œuvre par l'OIM, SFCG sous financement PBF d'une part et avec les actions d'autres agences des Nations Unis et partenaires tels UNFPA, PNUD, UNHCR, OHCHR, SFCG, AFD, GIZ, et GFFO d'autre part.

Cohérence avec les actions de l'OIM, SFCG et les priorités de PBF

Le projet jeunesse nigérienne en action à Diffa s'aligne parfaitement à l'initiative de la promotion de la jeunesse (YPI), qui est l'une des priorités de l'intervention de PBF.

L'intervention de ce projet a permis d'étendre les activités culturelles, sportives et artistiques, la coexistence pacifique et la protection de la dégradation de l'environnement dans les communes de Chetimari, Kablewa, Gueskerou et Diffa qui avaient préalablement bénéficié de l'intervention du programme de cohésion communautaire mis en œuvre par OIM à travers le projet Jeunes, paix et sécurité et par le renforcement des capacités économiques et sociales des jeunes des communes de Diffa.

Le projet a permis de contribuer à la coexistence pacifique et à la cohésion sociale, par le développement de relations interpersonnelles constructives entre jeunes et autorités communautaires, au sein d'espaces civiques communautaires, et créant des opportunités économiques durable et sensible aux changements climatiques. Travailler avec les PDI, communautés hôtes, jeunes hommes et femmes marginalisés, en collaboration avec les autorités coutumières, a permis au projet d'aller au-delà des frontières générationnelles, de sexe, ethniques, ou encore de classe. Ces actions de construction de la paix basées sur un environnement social et culturel renforcé, visent à résoudre les injustices sociales et économiques, transformant ainsi les conditions structurelles qui génèrent des conflits et tensions.

Les actions de SFCG à Diffa ont, depuis 2011 eu un fort impact sur la consolidation de l'architecture de paix, à la fois en assurant un ancrage communautaire et un travail de fond avec les autorités coutumières, départementales et régionales. Ceci notamment, à travers le projet "Jeunesse, Paix et Sécurité" (2019 à 2021), et les projets "*Peace through Development*" et "*Kallo Lenio Kla Founa*", mettant en place des stratégies de cohésion communautaire et de réintégration de jeunes marginalisés, notamment provenant de groupes violents, par un développement des capacités économiques, mais également sociales, de leaderships et de gestion et préventions de conflits communautaires.

SFCG avait déjà une forte expertise en communication pour la paix et la cohésion sociale, et travers ce projet, il a renforcé son expertise en AGRs et en communication pour la paix et la cohésion sociale. Se forgeant un solide réseau de jeunes leaders (Jeunes femmes et Jeunes

hommes), le projet a notamment pu tirer de forts enseignements et une présence plus accrue dans la région de Diffa et au sein des communautés en conflits.

Cohérence avec les actions des autres partenaires et agences du système des Nations Unies.

L'on constate une bonne complémentarité d'actions avec le projet d'appui à la stratégie régionale de retour des déplacés internes mis en œuvre dans les communes de Gueskerou, Bosso et Kablewa avec UNFPA. Ce dernier vise d'une part à promouvoir une gouvernance locale responsable envers les communautés hôtes et déplacées, dans un environnement propice à la résilience des femmes et des jeunes, et d'autre part à renforcer les capacités des autorités régionales, communales et villageoises à assurer une cohésion sociale à travers des fora de dialogue inclusif, la création et la redynamisation des comités de paix, ainsi que la gestion transparente des ressources pour contribuer au retour durable des déplacés internes dans la région de Diffa. Comme le projet jeunesse en action à DIFFA, le projet suscite contribue à renforcer la protection et l'autonomisation des femmes retournées par le biais des formations professionnelles et d'appui au développement des activités génératrices de revenus.

À travers le renforcement des acquis en équipements, matériels, la formation des jeunes femmes et hommes et le réseautage, ce projet est complémentaire au projet d'appui la cohésion sociale dans les communes de Bosso, Toumour, Kablewa, Gueskerou, Chetimari, mis en œuvre par le PNUD et l'UNHCR et visant à contribuer à la consolidation de la paix et la cohésion sociale par la réduction des risques de déstabilisation sociale nés des frustrations des populations hôtes et de l'insécurité communautaire persistante dans ces communes.

Ce projet a capitalisé sur les leçons apprises et résultats en termes de consolidation de la paix, réintégration et réinsertion, du projet de Réinsertion socio-économique des ex-combattants de Boko Haram, des victimes et des relaxés dans la région de Diffa, mis en œuvre par le PNUD et l'OHCHR, pour faciliter la réintégration et la réinsertion de retour de jeunes femmes et hommes dans les communautés d'origines.

Comme le projet PADEK, mis en œuvre dans le département de Bilma de la région d'Agadez et financé par l'AFD, le projet jeunesse Nigérienne en action a Diffa contribue à la stabilité et à la paix au Niger en améliorant la cohésion sociale par l'engagement citoyen des jeunes et les opportunités socioculturelles, mais en plus facilite l'accessibilité des jeunes aux espaces civiques.

Comme le montrent les indices de cohérences ci-dessus énumérées, au démarrage de ce projet, comme par la suite, les réunions et concertations intégrant plusieurs organisations internationales et des agences des systèmes des Nations Unies ont permis d'assurer et de maintenir une bonne synergie d'actions et cela est un facteur clé pour le succès du projet.

III.2.2. Cohérence externe

Sur le plan des cadres stratégiques gouvernementaux, ce projet s'aligne avec les cadres stratégiques et priorités nationales.

Initialement conçu en droite ligne avec les orientations stratégiques du PDES 2017-2021, le projet est resté en cohérence avec le PDES 2022-2026 notamment l'action majoritaire (v) : le renforcement des actions de consolidation de la paix, du Programme 10 "Renforcements de la Gouvernance sécuritaire" dans son axe 2 : consolidation de la Gouvernance, Paix et Sécurité,

Il s'aligne parfaitement avec la Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent adopté le 12 février 2021 par décret n°2021-101/PRN/PM, notamment dans ses axes 1 et 3 suivants :

- Axe stratégique 1 - Atténuation des facteurs propices à la radicalisation et à l'extrémisme violent : (i) la réduction substantielle des facteurs incitatifs à la radicalisation et à l'extrémisme violent ; (ii) l'atténuation de l'attractivité de l'offre des groupes extrémistes violents auprès des populations à risque ou vulnérables ; (iii) le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non – étatiques en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.
- Axe stratégique 3 - Développement de la résilience des populations face à la radicalisation et à l'extrémisme violent : (i) le renforcement de la mobilisation sociale, notamment, les leaders communautaires (chefs religieux et chefs traditionnels), les jeunes et les femmes, pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent; (ii) le renforcement des capacités des acteurs des collectivités locales, des leaders communautaires, des jeunes et des femmes en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ; (iii) le relèvement des zones affectées par la radicalisation et l'extrémisme violent.

Par ailleurs, il s'aligne sur la Stratégie de Sortie de Crise de la Région de Diffa (juillet 2021) qui entend donner un cadre durable et cohérent pour la sortie de crise de la région au travers des axes suivants : l'axe II "Renforcement de la cohésion sociale intra et intercommunautaires" et l'axe III "Renforcement de la résilience économique des communautés" (sous-programme Microcrédit et soutien aux Activités Génératrices de Revenus). Les questions prioritaires identifiées dans le document dont l'accompagnement aux personnes vulnérables et le partage équitable des ressources naturelles sont également recherchés par ce projet.

Il s'aligne également au plan d'action national de l'agenda femmes, paix et sécurité (2020-2024) et au plan d'action quinquennal de mise en œuvre de la stratégie d'autonomisation économique de la femme (2018-2022).

Au niveau régional, le projet s'aligne avec la stratégie régionale de stabilisation, de redressement et résilience des zones du Bassin du Lac Tchad dans son pilier 3 sur l'aide humanitaire (Objectif stratégique 14 : Retour et réinstallation volontaires dans la sécurité et la dignité), son pilier 7 sur la prévention de l'extrémisme et construction de la paix (Objectif stratégique 34 : Mobilisation des communautés et diffusion de contre-discours) et son pilier 8 sur l'autonomisation et l'inclusion des femmes et des jeunes (Objectif stratégique 39 : Autonomisation, participation et protection des jeunes).

En outre, le projet s’aligne et contribue à la mise en œuvre du Plan de soutien de l’ONU au Sahel à travers deux priorités :

- Priorité 2 “Prévenir et résoudre les conflits et consolider la paix, prévenir l’extrémisme violent et la criminalité, et promouvoir l’accès à la justice et les droits de l’homme”, dans son Objectif 2.1 “Créer des infrastructures locales pour la paix et renforcer la capacité des institutions et des communautés nationales à prévenir les conflits, la violence, combattre le terrorisme, la criminalité et l’extrémisme violent (ODD : 16.1 ; 16.4, 16a)”.
- Priorité 6 “Autonomiser les femmes et les jeunes pour la paix et le développement au Sahel” dans son Objectif 6 “S’attaquer aux goulots d’étranglement qui empêchent les femmes et les jeunes de réaliser leur plein potentiel et les autonomiser en tant que gardiens de la paix et du développement au Sahel”.

Principal constat 03 : Lors de la conception du projet jeunesse Nigérienne en action à DIFFA, à son démarrage, comme lors de son exécution, les réunions et concertations intégrant plusieurs organisations internationales et des agences des systèmes des Nations Unies ont permis d’assurer et de maintenir une bonne synergie d’actions et une bonne complémentarité avec les interventions de ces derniers.

Principal constat 04 : Comme signalé dans les paragraphes précédents, le projet jeunesse Nigérienne en action à DIFFA s’aligne aux stratégies nationales (*PDES, SNPREV, PAN agenda femme, paix et sécurité, Stratégie de Sortie de Crise de la région de Diffa*) régionales (*stratégie régionale de stabilisation, de redressement et résilience des zones du Bassin du Lac Tchad, Plan de soutien de l’ONU au Sahel...*) et même internationales (ODD).

Conclusion sur l’évaluation de la cohérence : La cohérence du projet est satisfaisante. En effet, on peut retenir que le projet reste cohérent et harmonieux aux cadres stratégiques internationaux, nationaux, régionaux et communaux de développement. Il s’aligne, en effet, à l’ODD 16, à la stratégie régionale de stabilisation, de redressement et résilience des zones du Bassin du Lac Tchad, au Plan de Développement Economique et social 2022-2026 en ses axes 1 et 2 (axe 1 : développement du capital humain, inclusion et solidarité ; axe 2: Consolidation de la gouvernance, paix et sécurité), et à la Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l’Extrémisme Violent. De plus le projet est en étroite synergie avec les autres interventions de l’OIM et avec plusieurs partenaires intervenant dans la région de Diffa.

III.3. ÉVALUATION DE L’EFFICACITÉ

L’évaluation de l’efficacité a permis d’apprécier le niveau d’atteinte et la qualité des principaux résultats au regard de la satisfaction des bénéficiaires et des parties prenantes. Aussi, cette évaluation nous a permis d’analyser tout le processus de la mise en œuvre, les principales contraintes survenues pendant la mise en œuvre ainsi que les mesures correctives utilisées.

La mise en œuvre des actions du projet depuis son démarrage a permis d'atteindre des jeunes femmes et jeunes hommes de 18 à 35 ans représentant la cible attendue. Dans le cadre de cette évaluation, une enquête terrain a été menée auprès d'un échantillon de 627 jeunes (dont 366 femmes et 261 hommes).

Aussi, le projet a enregistré quelques retards dans la mise en œuvre de ses activités dus en partie au retard accusé lors du démarrage du projet, mais aussi par des bouleversements survenus dans le pays à la suite de la prise du pouvoir par les militaires le 26 juillet 2023). Signalons que les activités qui étaient planifiées durant cette période du coup d'État ont été rattrapées plus tard, et cela sans impact négatif sur les résultats. Selon les données collectées sur le terrain et des rapports d'avancement du projet, le tableau ci-après présente la grille de réalisation des résultats jusqu'au mois de décembre 2023.

Tableau 1 : Exécution des résultats

Résultats	Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Taux Exécution
Résultat 1 : L'accès et la participation active des jeunes femmes et hommes de moins de 35 ans aux espaces civiques augmentent durablement	% d'augmentation des jeunes femmes et hommes qui ont un accès durable et sécurisé aux espaces civiques	45% dont 35% de jeunes femmes de 18 à 35 ans	69% (39% de femme et 30% d'homme)	100%
Produit 1.1 : Les jeunes femmes et hommes ont accès à des espaces civiques et des réseaux inclusifs pour faciliter leurs échanges et renforcer la cohésion sociale intra et intercommunautaire	# de jeunes femmes et hommes ayant un accès aux espaces civiques	350 jeunes dont 210 jeunes femmes de 18 à 35 ans	4610 jeunes, dont 879 jeunes femmes de 18 à 35 ans	100%
Produit 1.2 : Les capacités d'accueil des espaces civiques sont renforcées de manière à rassembler les jeunes femmes et jeunes hommes autour d'événements socioculturels collaboratifs	# d'espaces civiques fournis avec du matériel y compris informatique	7 MJC en fourniture en mobiliers et équipements en matériel informatique	7 MJC, fourniture en mobiliers et équipements en matériel informatique	100%
		6 MJC	3 MJC construites, 3MJC réhabilitées	100%
		-----	35 jeunes (31 hommes et 4 femmes dont l'âge varie entre 22 à 40 ans) sur l'utilisation du	---

Résultats	Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Taux Exécution
			matériel informatique et moderne	
Produit 1.3 : Les jeunes femmes et jeunes hommes ont acquis les compétences nécessaires à la gestion d'espaces civiques	# de jeunes femmes et hommes ayant bénéficié du renforcement des capacités sur la gestion et la gouvernance des espaces civiques	350 jeunes dont 210 jeunes filles de moins de 35 ans	640 jeunes, dont 267 filles de moins de 35 ans	100%
	# de jeunes femmes et hommes, atteints par les actions de sensibilisation, qui déclarent ou montrent une connaissance de la localisation des espaces civiques et une maîtrise de leur mode de fonctionnement	1500 jeunes dont 900 jeunes femmes de 18 à 35 ans	4027 jeunes dont 1879 jeunes filles et femmes	100%
Résultat 2 : La capacité d'agir des jeunes femmes et jeunes hommes dans la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles (eau et foncier) est renforcée de manière durable avec un accent particulier sur les jeunes femmes vulnérables	Indicateur 2 a : % de jeunes femmes et hommes déclarant une augmentation des moyens de subsistance du fait de l'intervention	50 % de jeunes (dont 60% de jeunes femmes).	49% (30% de femme et 19% d'homme)	98%
Produit 2.1 : Les jeunes femmes et hommes ont les capacités, les ressources et les opportunités pour participer activement à la gestion des ressources naturelles	% de jeunes femmes et hommes rapportant avoir adopté de nouveaux comportements en termes de préservation de l'environnement	45%	75% des jeunes dont 27% des femmes	+ de 100%
Produit 2.2 : Les jeunes femmes et hommes de moins de 35 ans sont acteurs de la sécurisation des terres arables	# de titres fonciers acquis par les jeunes hommes et femmes du fait du projet	15 85 jeunes dont	20/	+ de 100%/

Résultats	Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Taux Exécution
	# de jeunes femmes et hommes ayant bénéficié d'appui en AGR agricole ou entrepreneur	45 filles de moins de 35 ans	85 jeunes (45 jeunes femmes et 40 jeunes hommes)	100%
Produit 2.3 : Les communautés et les jeunes femmes et hommes ont un meilleur accès aux ressources naturelles (eau) qui sont gérées de façon inclusive	# de membres de la communauté utilisant les nouvelles infrastructures (y compris 30% de jeunes de moins de 35 ans)	8,500 jeunes hommes et femmes	12,420 jeunes hommes et femmes	+de 100%
Produit 2.4 : Les jeunes femmes et hommes sont acteurs de la préservation et la gestion des ressources naturelles (eau et foncier)	# de structures de prévention et gestion des catastrophes fonctionnelles	7	10 (dont 7 communales et 3 départementale)	100%
	% de jeunes femmes et hommes membres des structures locales de prévention et gestion des catastrophes	50% de jeunes dont 35% de jeunes filles de moins de 35 ans	65% dont 22% des femmes 10 hommes adultes	+de 100%
Résultat 3 : Les jeunes femmes et hommes ont les capacités, les ressources et les opportunités pour contribuer positivement à la consolidation de la paix	% de jeunes ciblés qui pensent qu'ils peuvent faire une différence pour favoriser leur résilience	80 % de jeunes femmes et hommes pensent qu'ils peuvent faire une différence pour favoriser leur résilience	81% des jeunes femmes et hommes	
Produit 3.1 : Les jeunes femmes et hommes entreprennent des activités génératrices de revenus (AGR) qui contribuent au renforcement de la cohésion sociale	# de jeunes femmes et hommes formés en GERME	140 jeunes dont 84 jeunes femmes de moins de 35 ans	140 jeunes dont 84 jeunes femmes de moins de 35 ans	100%
	# de jeunes femmes et hommes coachés et suivi dans leurs	140 jeunes dont 84 jeunes	140 jeunes dont 84 jeunes femmes de moins de 35 ans	100%

Résultats	Indicateurs	Prévisions	Réalisations	Taux Exécution
	activités génératrices de revenus	femmes de moins de 35 ans		
Produit 3.2 : Les jeunes femmes et hommes jouent un rôle actif dans la production et la diffusion de messages alternatifs à l'extrémisme violent	# de discussions incluant des messages de promotion de la paix produits et diffusés par les jeunes	7	28 discussions ont été menées entre jeunes et acteurs influents sur les risques d'exploitation des jeunes dans les organisations d'extrémisme violent 75 émissions radio ont été produites, et diffusées 110 fois auprès des radios partenaires 150 activités de clubs d'écoute ont été menées	100%
Produit 3.3 : Les jeunes femmes et hommes sont mobilisés pour la réintégration des personnes réfugiées, déplacées, retournées et des autres jeunes marginalisés	# de jeunes femmes et hommes facilitant la réintégration et la réinsertion pacifique des PDI à travers leur leadership au cours d'activités communautaires	140 jeunes dont 84 jeunes femmes de moins de 35 ans	140 jeunes dont 84 jeunes femmes de moins de 35 ans 1 formation en <i>common ground approach</i> a été menée auprès des jeunes hommes et femmes	100%
	# de mini films produits	1	28 dialogues de vivre ensemble ont été menés (égalité, genre, cohésion sociale)	100%
	# de séance de théâtre participatif organisé	40	11 mini films produits	100%
Taux moyen de réalisation des résultats				98,78%

Source : Peacebuilding Fund Progress Report May 2022 ; Peacebuilding Fund Progress Report OIM-SFCG June 2023

NB : Tous les taux d'exécution supérieurs à 100% ont été ramenés à 100% dans le tableau.

Le tableau ci-dessus montre que les résultats ont été atteints en moyenne à 98,7%, montrant ainsi que les solutions ont été apportées aux problèmes identifiés.

III.3.1. Appréciation de l'atteinte des résultats

Résultat 1 : L'accès et la participation active des jeunes femmes et hommes de moins de 35 ans aux espaces civiques augmentent durablement.

Les actions du résultat 1 visaient l'augmentation durable de l'accès et la participation active des jeunes femmes et hommes de moins de 35 ans aux espaces civiques.

Selon l'enquête effectuée auprès des bénéficiaires, 100% des jeunes utilisent les espaces civiques et 69% des jeunes dont 39% de jeunes femmes utilisent durablement les espaces civiques conçus ou réhabilités par le projet à savoir : les Maisons de la Jeunesse et de la Culture, les conseils communaux de la jeunesse, les associations et autres ; bien que la plupart rencontrent encore des difficultés à y accéder.

Par ailleurs, d'après l'étude de base, il n'existait pas de MJC dans 3 des 7 communes cibles du projet. Aussi, dans les MJC de certaines communes, il n'y avait pas de mobiliers et équipements en matériels informatiques. Pour répondre à cette problématique, le projet a entrepris la construction de 3 maisons des jeunes accompagnées d'un appui en mobiliers et équipements en matériels informatiques en faveur de toutes les 6 communes (Gueskeru, Bosso, Chetimari, Kablewa, Nguigmi et Toumour) et 35 jeunes dont 31 hommes dont l'âge varie entre 22 et 40 ans ont été formés sur l'utilisation du matériel informatique.

D'après les rapports de suivi d'avancement du projet, il ressort que 640 jeunes, dont 267 filles de moins de 35 ans ont reçu un renforcement de capacité sur l'administration, la gestion et la maintenance des espaces civiques. Cependant, les enquêtes auprès des jeunes bénéficiaires montrent qu'au niveau de la maintenance des espaces civiques, la plupart des jeunes soient 55% dont 31% de femmes confirment n'avoir pas reçu des compétences en la matière. Pour la gestion administrative des espaces civiques, 84% de jeune dont 48% de femmes affirment n'avoir pas acquis des compétences pour mieux gérer les espaces malgré la formation reçue. Enfin, du point de vue de la gouvernance, 60% de jeune dont 35% de femme affirment n'avoir pas acquis des compétences.

Tableau 2 : Capacités de maintenance, gestion et gouvernance des espaces civiques

Sexe	Capacités à la maintenance des espaces civiques		Capacités à la gestion administrative des espaces civiques		Capacité à la gouvernance des espaces civiques	
	% Non	% Oui	% Non	% Oui	% Non	% Oui
Femmes	31%	25%	48%	9%	35%	21%
Hommes	24%	20%	36%	7%	25%	19%
Total	55%	45%	84%	16%	60%	40%

Source : Enquête de terrain, décembre 2023

L'écart observé entre les rapports de suivi de l'avancement du projet et les statistiques de l'enquête auprès des jeunes bénéficiaires se justifie par le fait que bon nombre de filles et femmes soient des analphabètes et donc n'ayant pas de niveau requis pour suivre ces genres de formation

a réduit sensiblement leur participation. Aussi, les personnes formées avaient la responsabilité de répliquer les acquis de la formation dans leurs communes respectives.

Résultat 2 : La capacité d’agir des jeunes femmes et jeunes hommes dans la préservation, l’accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles (eau et foncier) est renforcée de manière durable avec un accent particulier sur les jeunes femmes vulnérables

En effet, l’ONG Kouri a pu sensibiliser 1382 jeunes femmes et hommes sur les impacts des changements climatiques et la dégradation des terres. Ils ont été sensibilisés sur : le phénomène de changement climatique, les causes de dégradation des terres, les effets de dégradation des terres, les conséquences et les mesures d’atténuation de dégradation des terres. L’ONG Kouri a également mobilisé 99 jeunes, dont 49 jeunes hommes et 50 jeunes femmes qui ont participé aux travaux des demi-lunes (15650 demi-lunes) et de plantation des plants forestiers (15650 de *prosopis chillensis*) à Kablewa) soit un taux de réalisation de 116% montrant ainsi un dépassement des prévisions.

Par ailleurs, la Direction Régionale de l’environnement a renforcé les capacités 245 producteurs en techniques de réhabilitation et gestion durables des terres d’une part, et techniques de production des plants en pépinière dans les départements de N’guigmi, Diffa et Bosso d’autre part.

De même, 51% de jeunes (31% de femme et 20% d’hommes) ont été sensibilisés en préservation, l’accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles de manière générale par l’OIM et SEREACH. Environ 98% de ces derniers étaient soit satisfait ou très satisfait de l’activité de sensibilisation. Par ailleurs, ceux-ci affirment d’être désormais actifs à participer durablement à la gestion des ressources naturelles de leurs localités.

Dans la localité de Diffa, à travers le projet, 79% des jeunes dont 45% de femme affirment avoir accès aux ressources naturelles. Sur cet effectif, 54% des jeunes dont 36% de femmes et 46% de jeunes dont 21% de femmes ont respectivement accès à l’eau et aux terres arabes.

Cependant, l’on relève d’une part quelques problèmes en matière de sécurisation des terres à savoir : les inondations, l’arrivée des déplacés, les aléas climatiques qui contribuent à la réduction de la productivité agricole, les activités des éleveurs et les conflits agriculteurs et éleveurs ; d’autre part l’on relève également un certain nombre de problèmes en matière de sécurisation de l’eau à savoir : les conflits agriculteurs-éleveurs, les conflits liés à l’insuffisance des points d’eau, l’accroissement de la population par les déplacées, l’insuffisance des forages et le fait que les jeunes ne soient pas suffisamment sensibilisés sur la gestion de l’eau.

En ce qui concerne la ressource eau, 84% de jeunes dont 50% de femmes y ont accès. Les difficultés d'accès à l'eau potable de manière générale sont dues au fait que les forages existants sont devenus insuffisants par rapport au nombre croissant de la population, l'insuffisance d'électricité pour faire fonctionner les forages existants (d'où la régularité des pénuries en eau potable) et le manque de moyens financiers pour acheter de l'eau.

En revanche, 62% des jeunes dont 39% de femmes estiment ne pas avoir accès aux terres arables et les raisons formulées sont les suivantes : ils ne sont pas originaires de la localité, les terres appartiennent aux autochtones ou encore les propriétaires ont récupéré leur espace ; et selon les résultats de l'enquête menée auprès des bénéficiaires, 38% des jeunes bénéficiaires dont 19% de femmes possèdent les terres et la plupart de ceux-ci sont originaires de la localité.

De même, selon les résultats de l'enquête auprès des bénéficiaires, il ressort que 52% des jeunes dont 28% de femmes sont acteurs de la prévention et la sécurisation des ressources. Pour les 48% de jeunes qui ne sont pas impliqués, les raisons évoquées sont les suivantes :

- Les femmes estiment qu'il est du ressort des hommes de s'impliquer ;
- La plupart des hommes et quelques femmes estiment qu'il revient aux autorités administratives et communales de s'en charger.

Résultat 3 : Les jeunes femmes et hommes ont les capacités, les ressources et les opportunités pour contribuer positivement à la consolidation de la paix

Les actions du résultat 3 visaient le renforcement des capacités des jeunes femmes et jeunes hommes à contribuer positivement à la consolidation de la paix.

Nous constatons que le projet a permis à 41% de jeunes dont 28% de femmes de mener une activité qui contribue à leur prise en charge économiquement. En effet, la plupart des jeunes bénéficiaires trouvent que les sommes supplémentaires obtenues à travers les activités induites par le projet sont insuffisantes. Par exemple, certains bénéficiaires du kit d'élevage n'arrivent pas à acheter des sondes et tourteaux pour les embouches pour bétail qu'ils ont reçu du projet.

La répartition des bénéficiaires que le projet a accompagnés dans le cadre des activités socioéconomiques se présente comme suit :

Tableau 3 : Répartition des bénéficiaires accompagnés par des AGR agricoles

Sexe	Agriculture	Artisanat	Autre	Élevage	Industrie agricole	Total
Féminin	2%	3%	24%	37%	3%	69%
Masculin	2%	1%	8%	18%	2%	31%
Total	4%	4%	32%	55%	5%	100%

Source : Enquête de terrain, décembre 2023

Un peu plus de la moitié des bénéficiaires soit 51% de jeunes dont 29% de femmes estiment que la somme qu'ils gagnent à travers les activités qu'ils mènent ne leur permet pas de se prendre

entièrement en charge y compris les membres de leur ménage étant donné le coût de vie devenu cher dans la région de Diffa.

Tableau 4 : Statistiques de prise en charge des familles par les AGR des bénéficiaires

Sexe	% Non	% Oui
Femmes	29%	30%
Hommes	23%	19%
Total	51%	49%

Source : Enquête de terrain, décembre 2023

En effet, le tableau ci-dessous présente les tranches de revenus moyens mensuels gagnés par les bénéficiaires à travers les activités induites par le projet.

Tableau 5 : Statistiques de revenus gagnés à travers les activités induites par le projet

Sexe	Tranche						Total
	0]0-10000[[10000-25000[[25000-50000[[50000-150000[[150000-et plus[
Femmes	101	66	56	48	18	5	294
Hommes	102	17	27	26	16	4	192
Total	203	83	83	74	34	9	486

Source : Enquête de terrain, décembre 2023

Le tableau ci-dessus montre que les revenus des bénéficiaires des AGRs sont encore majoritairement faibles et ne leur permettent pas pour le moment de se prendre en charge ainsi que les membres de leur ménage (369 bénéficiaires sur 486 ont un revenu mensuel inférieur à 25000 FCFA alors que le SMIG au Niger est à 30047 FCFA en 2023). Aussi, ces revenus faibles peuvent également s'expliquer par le fait que les activités nouvellement menées par les bénéficiaires sont encore au début et n'ont pas encore atteint leur pleine croissance ; par conséquent, il est difficile pour eux de se faire des grands revenus.

Par ailleurs, 96% de jeunes dont 59% de femmes sont capables de produire des messages alternatifs pour lutter contre l'exploitation par les OEV et l'extrémisme violent au niveau communautaire et 96% de jeunes dont 56% de femmes sont prêts à faciliter la réintégration des personnes réfugiées, déplacées internes, retournées et jeunes marginalisés.

Principal constat 05 : le nombre de jeunes, soit 31 hommes et 4 femmes dont l'âge varie entre 22 à 40 ans formés à l'utilisation du matériel informatique est encore très loin de ce qui est attendu (35 jeunes sur 350). Aussi, l'effectif des femmes formées est très bas comparativement à celui des hommes.

Principal constat 06 : selon l'enquête menée auprès des bénéficiaires, peu de jeunes femmes et hommes en moyenne ont des compétences en matière de gestion et administration, gouvernance et maintenance des espaces civiques (respectivement 16%, 40% et 45%).

Principal constat 07 : le niveau d'accès aux terres arables et à l'eau potable croit certes progressivement, car, le projet a permis de récupérer 50 hectares de terres arables. Cependant, des efforts devront être faits pour davantage récupérer les terres d'une part, et de régler les problèmes observés en matière de sécurisation des ressources (terres et de l'eau) et d'accès à l'eau potable d'autre part.

Principal constat 08 : les jeunes rencontrent des difficultés à accéder aux terres, et cette difficulté est encore plus accrue chez les jeunes déplacés ; cela est dû au fait que ces derniers soient des allogènes et les terres arables sont insuffisantes et appartiennent en majorité aux populations hôtes qui refusent de les céder.

III.4. ÉVALUATION DE L'EFFICIENCE

III.4.1. Qualité de la gestion financière

L'analyse de l'efficacité s'est penchée sur la qualité de la gestion financière et de la mise en œuvre des activités du projet notamment en lien avec l'utilisation des ressources.

Le projet était supposé être mis en œuvre sur une durée de 18 mois à compter du 17/02/2022. Il a effectivement démarré le 18/02/2022 pour s'achever le 17/12/2023. D'après les résultats des entretiens, l'ensemble des activités du projet n'a pas été exécuté dans les délais surtout en raison des effets de la prise inattendue du pouvoir par les militaires le 26 juillet 2023. Cette situation a contraint les acteurs du projet à pouvoir solliciter une extension sans coût, laquelle leur a été accordée pour une durée de 04 mois.

Le coût total du projet est de 1.500.000 USD réparti par organisme de mise en œuvre comme suit : OIM : 1.150.000 USD et SFCG : 350.000 USD.

D'après le rapport de suivi d'avancement du projet, le budget a été totalement consommé. Néanmoins, nous avons constaté qu'au 16 juin 2023 (à moins de 02 mois de la clôture), le taux moyen d'exécution approximatif du budget total du projet est de 73,25% et pourtant, en réalité il devrait être de 88,89%. Le tableau ci-après illustre clairement la situation.

Tableau 6 : Consommation du budget à mi-parcours (à la date du 16 juin 2023)

États	Réциpiendaires	Budget total du projet	Montant transféré au 16/06/2023	Montant dépensé au 16/06/2023	Taux de mise en œuvre du budget en %
Prévu	OIM	1 150 000,00	1 150 000,00	1 022 222,22	88,89%
	Search For Common Ground (SFCG)	350 000,00	350 000,00	311 111,11	88,89%
	Total	1 500 000,00	1 500 000,00	1 333 333,33	88,89%
Consummé	OIM	1 150 000,00	1 150 000,00	832 554,53	72,40%
	Search For Common Ground (SFCG)	350 000,00	350 000,00	266 121,00	76,03%

	Total	1 500 000,00	1 500 000,00	1 098 676,17	73,25%
--	--------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------

Source : Rapports financiers OIM et SFCG

En effet, la consommation du budget doit être fonction du niveau d'avancement du projet et des délais.

Cependant, rendu au terme du projet, le budget a été exécuté à 100%. Le tableau ci-après illustre clairement la situation.

Tableau 7 : Exécution du budget (prévu et consommé) au terme du projet

Réциpiendaires	Budget total du projet (Prévu)	Montant transféré	Montant Consommé	Taux de mise en œuvre du budget en %
OIM	1 150 000,00	1 150 857,00	1 150 857,00	100,07%
Search For Common Ground (SFCG)	350 000,00	349 642,37	349 642,37	99,90%
Total	1 500 000,00	1 500 499,37	1 500 499,37	100,03%

Source : Rapports financiers OIM et SFCG

Le tableau ci-dessus montre que l'OIM a dépassé de 857 dollars le budget qui lui a été alloué alors que SEARCH a resté dans la limite du budget. Cependant l'écart dans la consommation du budget par OIM est négligeable.

Aussi, nous remarquons que le projet est associé au marqueur score 2 (projet dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à l'égalité de sexe et à l'autonomisation des femmes (GEWE)). Selon les procédures de l'OIM, le budget à allouer en faveur des GEWE est de 39,5% (soit 587.750 USD). En réalité, dans le cadre de ce projet, le budget alloué à cette rubrique correspond à 25% du budget total (soit 266 570,31 USD). Lors de la mise en œuvre du projet, 44,82% du budget total (soit 672.435,55 USD) a été réellement consommé. En effet, le budget réellement consommé pour les GEWE est largement au-dessus de celui qui a été planifié ; bien que cette consommation reste dans la plage réglementaire (entre 30 et 79%).

III.4.2. Qualité de la consommation du budget

Le tableau ci-dessous présente le niveau de consommation du budget.

Tableau 8 : Budget prévu et consommé par rubriques

Rubrique de budget	Eléments	Montant alloué (Prévu)	Montant alloué (Consommé)	Taux de mise en œuvre du budget
OIM				
Budget par résultats	Budget alloué au résultat R1	254 933,00	243 458,00	95,50%
	Budget alloué au résultat R2	383 648,00	406 602,00	105,98%
	Sous-Total résultats	638 581,00	650 060,00	101,80%
Budget de	Personnel du projet si pas inclus dans les activités	256 995,00	257798	100,31%

Rubrique de budget	Eléments	Montant alloué (Prévu)	Montant alloué (Consommé)	Taux de mise en œuvre du budget
fonctionnement	Coûts opérationnels si pas inclus dans les activités ci-dessus	77 911,00	78058	100,19%
	Budget de suivi	53 922,00	43202	80,12%
	Budget évaluation finale indépendante	41 000,00	40148	97,92%
	Coûts Supplémentaires	6 357,36	6 357,36	100,00%
	Sous-Total opérationnel	436 185,36	425 563,36	97,56%
Sous-Budget global		1 074 766,36	1 075 623,36	100,08%
Coûts indirects (7%)		75 233,64	75 233,64	100,00%
Budget total OIM		1 150 000,00	1 150 857,00	100,07%
SFCG				
Budget par résultats	Budget alloué au résultat R3	0,00	0,00	
	Sous-Total résultats	0,00	0,00	
Budget de fonctionnement SEARCH	Staff and other personnel	133 685,53	148 806,53	111,31%
	Supplies, Commodities, Materials	0,00	0,00	
	Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	0,00	0,00	
	Contractual services	4 915,48	4 316,95	87,82%
	Travel	0,00	0,00	
	Transfers and Grants to Counterparts	93 567,71	82 223,60	87,88%
	General Operating and other Costs	94 934,08	91 421,49	96,30%
	Sous-Total opérationnel	327 102,80	326 768,57	99,90%
Sous-Budget global		327 102,80	326 768,57	99,90%
Coûts indirects (7%)		22 897,20	22 873,80	99,90%
Budget total SFCG		350 000,00	349 642,37	99,90%
Budget Total du projet		1 500 000,00	1 500 499,37	100,03%

Source : Rapports financiers OIM et SFCG

Les résultats R1 et R2 dédiés à OIM montrent que, le projet a légèrement dépassé le budget alloué (101,08%) tandis que pour le fonctionnement, il a été consommé à 97,56%. Donc, le léger dépassement du budget alloué à R1 et R2 a été atténué par les économies réalisées au niveau du budget du fonctionnement.

En ce qui concerne le résultat R3 dédié à la SFCG, nous notons une absence d'information sur la consommation du budget par résultats. Aussi, le budget alloué au personnel a été dépassé de 11,31% ; cela peut s'expliquer par la revalorisation des salaires mentionnés dans le rapport de SFCG.

Par ailleurs, nous observons un déséquilibre de salaire entre le personnel de l'OIM et celui de la SFCG. En effet, la charge salariale du personnel de l'OIM représente 21,5% du budget total consommé contre 42,56% pour la SFCG. La charge salariale de la SFCG se trouve au-dessus de la

norme qui recommande que la charge de fonctionnement n'excède pas le tiers du budget du projet.

En somme nous observons que le budget total alloué au projet a été légèrement dépassé (100,03%).

Tableau 9 : Budget prévu et consommé par activité

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	IOM (budget en USD)	SEARCH (budget en USD)	Total	% du budget réserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE)	Niveau de dépense / engagement actuel (a remplir au moment des rapports de projet)
RÉSULTAT 1:	L'accès et la participation active des jeunes femmes et jeunes hommes de moins de 35 ans aux espaces civiques augmentent durablement					
Produit 1.1:	Les jeunes femmes et hommes ont accès à des espaces civiques et des réseaux inclusifs pour faciliter leurs échanges et renforcer la cohésion sociale intra et intercommunautaire					
Activité 1.1.1:	Faire une cartographie et évaluation des espaces civiques dans les zones cibles du projet ;	10 000,00		10 000,00	0,60	10 000,00
Activité 1.1.2:	Réhabiliter les espaces civiques en s'appuyant sur les maisons des jeunes et de cultures (MJC) existantes ;	40 000,00		40 000,00	0,60	40 000,00
Activité 1.1.3:	Équiper en mobilier les espaces civiques en s'appuyant sur les maisons des jeunes et de cultures (MJC) existantes ;	20 000,00		20 000,00	0,60	20 000,00
Activité 1.1.4	Mettre en réseau les jeunes des différents espaces civiques et faciliter le partage d'expérience et de connaissances entre eux.	25 000,00		25 000,00	0,60	25 000,00
	Total Produit 1.1	95 000,00	-	95 000,00	57 000,00	95 000,00
Produit 1.2:	Les capacité d'accueil des espaces civiques sont renforcées de manière à rassembler les jeunes femmes et jeunes hommes autour d'événements socio-culturels collaboratifs					

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	IOM (budget en USD)	SEARCH (budget en USD)	Total	% du budget réserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE)	Niveau de dépense / engagement actuel (a remplir au moment des rapports de projet)
Activité 1.2.1	Equiper les MCJ en matériels informatiques, panneaux solaires, internet, livres, matériels de conférences, débats, jeux de réflexion/loisir, sports et cultures	30 000,00		30 000,00	0,60	30 000,00
Activité 1.2.2	Renforcer les capacités des jeunes sur l'utilisation du matériel informatique et moderne	25 000,00		25 000,00	0,60	25 000,00
Activité 1.2.3	Organiser les animations sportives, culturelles, débats, jeux compétitifs, manifestations entre jeunes	20 000,00		20 000,00	0,60	20 000,00
Activité 1.2.4	Renforcer les capacités des jeunes en alphabétisation fonctionnelle (lire, écrire et calcul)	20 000,00		20 000,00	0,60	20 000,00
Activité 1.2.5	Organiser les rencontres et compétitions inter MJC pour les jeunes	25 000,00		25 000,00		25 000,00
	Total produit 1.2	120 000,00	0,00	120 000,00	57 000,00	120 000,00
Produit 1.3:	Les jeunes femmes et jeunes hommes ont acquis les compétences nécessaires à la gestion d'espaces civiques					
Activité 1.3.1	Renforcer les capacités des jeunes sur la gestion administrative, la maintenance et la gouvernance des espaces civiques/MJC en collaboration avec les structures étatiques concernées ;	20 000,00		20 000,00	0,60	20 000,00
Activité 1.3.2	Mener des activités de sensibilisation en faveur des jeunes par leurs pairs sur le fonctionnement et la localisation des emplacements des espaces civiques ;	25 000,00		25 000,00	0,60	25 000,00

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	IOM (budget en USD)	SEARCH (budget en USD)	Total	% du budget réserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE)	Niveau de dépense / engagement actuel (a remplir au moment des rapports de projet)
Activité 1.3.3	Elaborer un plan d'action sensible au genre, au rôle des femmes et aux conflits pour les structures des jeunes et les espaces civiques	15 000,00		15 000,00	0,60	15 000,00
	Total Produit 1.3	60 000,00	0,00	60 000,00	36 000,00	60 000,00
Total Résultat 1		275 000,00	0,00	275 000,00	150 000,00	275 000,00
RÉSULTAT 2:	La capacité d'agir des jeunes femmes et jeunes hommes dans la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles (eau et foncier) est renforcée de manière durable avec un accent particulier sur les jeunes femmes vulnérables					
Produit 2.1	Les jeunes femmes et hommes ont les capacités, les ressources et les opportunités pour participer activement à la gestion des ressources naturelles					
Activité 2.1.1	Mener des activités de sensibilisation auprès des communautés et des leaders communautaires par les jeunes femmes et hommes sur les impacts du changement climatique et la dégradation de l'environnement ;	15 000,00		15 000,00	0,55	23 897,49
Activité 2.1.2	Accompagner les jeunes dans la réalisation de travaux de récupérations des terres (demi-lune, tranchées) et régénération de terres (plantation d'arbres) ;	25 000,00		25 000,00	0,55	23 852,00
Activité 2.1.3	Renforcer les capacités les jeunes sur la gestion durable des terres.	15 000,00		15 000,00	0,55	14 231,92
	Total produit 2.1.	55 000,00	-	55 000,00	30 250,00	61 981,41
Produit 2.2	Les jeunes femmes et hommes de moins de 35 ans sont acteurs de la sécurisation des terres arables (Grant aux ONG locales)					
Activité 2.2.1	Sélection participative et inclusive des jeunes femmes et hommes qui bénéficieront d'appuis sur la base du principe de ne pas nuire ;	8 000,00		8 000,00	0,55	8 000,00

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	IOM (budget en USD)	SEARCH (budget en USD)	Total	% du budget réserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE)	Niveau de dépense / engagement actuel (a remplir au moment des rapports de projet)
Activité' 2.2.2	Fournir des appuis en AGR dans le secteur agricole aux jeunes femmes et hommes;	30 000,00		30 000,00	0,55	30 000,00
Activité 2.2.3	Renforcer les capacités des jeunes femmes et hommes ciblés comme bénéficiaires d'AGR agricole et créer les associations d'épargne et de crédit pour ces jeunes ;	20 000,00		20 000,00	0,55	20 000,00
Activité 2.2.4	Faciliter l'acquisition des titres fonciers aux jeunes femmes et hommes ayant déjà un accès aux terres arables ;	20 000,00		20 000,00	0,55	20 000,00
Activité 2.2.5	Appuyer les commissions foncières communales et départementales pour renforcer l'accès des jeunes femmes et hommes au foncier ;	8 000,00		8 000,00	0,55	8 000,00
Activité 2.2.6	Equiper les commissions foncières communales et départementales en matériels informatiques modernes afin de mieux travailler.	10 000,00		10 000,00	0,55	10 000,00
	Total produit 2.2	96 000,00	0,00	96 000,00	52 800,00	96 000,00
Produit 2.3	Les communautés et les jeunes femmes et hommes ont un meilleur accès aux ressources naturelles (eau) qui sont gérées de façon inclusive					
Activité 2.3.1	Réaliser une étude de faisabilité et d'impact du forage sur la stabilité de la zone	20 000,00		20 000,00	0,50	20 000,00
Activité 2.3.2	Mener des activités de sensibilisation des communautés pour la gestion inclusive de l'eau et des ressources, inclusive des jeunes femmes et hommes de moins de 35 ans	20 000,00		20 000,00	0,50	20 000,00

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	IOM (budget en USD)	SEARCH (budget en USD)	Total	% du budget réserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE)	Niveau de dépense / engagement actuel (a remplir au moment des rapports de projet)
Activité 2.3.3	Réalisation d'un forage de 3 hectares et mise en place d'équipements pour les activités de maraîchage et d'abreuvement	140 000,00		140 000,00	0,50	140 000,00
	Total produit 2.3	180 000,00	0,00	180 000,00	90 000,00	180 000,00
Produit 2.4	Les jeunes femmes et hommes sont acteurs de la préservation et la gestion des ressources naturelles (eau et foncier)					
	Redynamiser et mettre en place des comités de veille communautaires de jeunes femmes et hommes pour la prévention et gestion des catastrophes ;	20 000,00		20 000,00		20 000,00
Activité 2.4.2	Equiper les comités de veille communautaires de jeunes femmes et hommes en équipement et matériels de travail ;	20 000,00		20 000,00		20 000,00
Activité 2.4.3	Renforcer les capacités des jeunes femmes et hommes sur la prise en compte des dynamiques de genre en lien avec la préservation et la gestion des ressources naturelles (eau et terre) ;	20 000,00		20 000,00		20 000,00
Activité 2.4.4	Mettre en place un système de coordination et d'échange sur la préservation et la gestion des ressources naturelles (eau et terre), au sein des structures de jeunes femmes et hommes.	15 593,36		15 593,36		15 593,36
	Total produit 2.4	75 593,36	0,00	75 593,36	0,00	75 593,36
Total Résultat 2		406 593,36	-	406 593,36	173 050,00	413 574,77
RÉSULTAT 3:	Les jeunes femmes et hommes ont les capacités, les ressources et les opportunités pour contribuer positivement à la consolidation de la paix					
Produit 3.1	Les jeunes femmes et hommes entreprennent des activités génératrices de revenus (AGR) qui contribuent au renforcement de la cohésion sociale					

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	IOM (budget en USD)	SEARCH (budget en USD)	Total	% du budget réserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE)	Niveau de dépense / engagement actuel (a remplir au moment des rapports de projet)
Activité 3.1.1	Sélection participative et inclusive des jeunes femmes et jeunes hommes bénéficiaires des formations en Gérer Mieux son Entreprise		8 526,11	8 526,11	0,60	8 526,11
Activité 3.1.2	Former les jeunes femmes et hommes en Gérer Mieux son Entreprise (GERME - financement de l'entrepreneuriat social) ;		9 105,24	9 105,24	0,60	9 105,24
Activité 3.1.3	Doter les jeunes femmes et jeunes hommes en kits AGR ;		90 239,12	90 239,12	0,60	90 239,12
Activité 3.1.4	Coaching et suivi des jeunes femmes et hommes pour la gestion des activités génératrices de revenus.		9 200,34	9 200,34	0,60	9 200,34
	Total produit 3.1	0,00	117 070,81	117 070,81	70 242,49	117 070,81
Produit 3.2:	Les jeunes femmes et hommes jouent un rôle actif dans la production et la diffusion de messages alternatifs à l'extrémisme violent					
Activité 3.2.1	Former les jeunes femmes et hommes sur la conception et la diffusion des messages alternatifs à l'extrémisme violent.		8 057,80	8 057,80	0,60	8 057,80
Activite 3.2.2	Production de programmes radio diffusés sur les radios partenaires et dans les clubs d'écoute animés par les jeunes		22 789,91	22 789,91	0,60	22 789,91
Activite 3.2.3	Mener des dialogues entre jeunes et acteurs communautaires (leaders communautaires, femmes) sur les risques d'exploitation par les OEV et l'extrémisme violent.		23 379,77	23 379,77	0,60	23 379,77
	Total produit 3.2	0,00	54 227,48	54 227,48	32 536,49	54 227,48

Nombre de résultat/ produit	Formulation du résultat/ produit/activité	IOM (budget en USD)	SEARCH (budget en USD)	Total	% du budget réserve pour action directe sur égalité des sexes et autonomisation des femmes (GEWE)	Niveau de dépense / engagement actuel (a remplir au moment des rapports de projet)
Produit 3.3	Les jeunes femmes et hommes sont mobilisés pour la réintégration des personnes réfugiées, déplacées, retournées et des autres jeunes marginalisés					
Activité 3.3.1	Former les jeunes femmes et jeunes hommes en transformation des conflits selon l'Approche Common Ground		22164,31	22164,31	0,60	22164,31
Activité 3.3.2	Mener les dialogues inter et intra-communautaires (jeunes) pour la prévention des conflits et l'égalité au genre ;		22700,54	22700,54	0,60	22700,54
Activité 3.3.3	Organiser dans les camps de réfugiés des séances de théâtre participatif portées par les jeunes femmes et hommes sur la paix et la cohésion sociale ;		2681,17	2681,17	0,60	2681,17
Activité 3.3.4	Production et diffusion de courts-métrages sur les perceptions des jeunes femmes et jeunes hommes stigmatisés et autres membres de la communauté		5362,33	5362,33	0,60	5362,33
Activité 3.3.5	Quarterly Monitoring Visits		8579,73	8579,73	0,60	8579,73
	Total produit 3.3	0,00	61488,08	61488,08	36892,85	61488,08
Produit total Résultat 3		0,00	232786,37	232786,37	139671,82	232786,37
Total général des Résultats		681593,36	232786,37	914379,73	462721,82	921361,14

Source : Copie finale 3 PBF- budget jeunes OIM-SFCG updated, Feuille tableau budgétaire 1.

Le tableau ci-dessus montre que l'ensemble des activités des résultats 1 et 3 ont été réalisés et les budgets alloués ont été consommés conformément aux prévisions.

Pour ce qui est du résultat 2, bien que les budgets alloués aux activités 2.1.2 et 2.1.3 aient été sensiblement intégralement consommés, nous notons un dépassement de budget au niveau de l'activité 2.1.1 (159,32%). Le produit 2.1 qui porte ces trois activités a été consommé à 112,69%. Cela témoigne une non-efficacité à l'utilisation du budget au niveau du produit 2.1 en général.

Principal constat 09 : d'après les résultats des entretiens, l'ensemble des activités du projet n'a pas été exécuté dans les délais (dû à la prise de pouvoir par les militaires) et le projet a bénéficié d'une extension de 04 mois. Les activités qui ont été réalisées durant cette période sont les suivantes : la réception du périmètre maraîcher et son suivi, l'accompagnement des jeunes des communes de mise en œuvre sur la prévention des catastrophes naturelle et enfin l'évaluation finale.

Principal constat 10 : l'analyse de l'exécution financière montre un taux de décaissement de 100,03% par rapport au budget global ; ce qui est légèrement au-dessus des prévisions des dépenses attendues au terme du projet. Ce décalage s'explique par les recadrages budgétaires effectués durant la mise en œuvre du projet.

Principal constat 11 : le taux moyen d'exécution approximatif du budget total du projet à mi-parcours est de 73.25% et pourtant, en réalité il devrait être de 88,89% à la même date. En effet, la consommation du budget doit être fonction du niveau d'avancement du projet et des délais.

III.5. IMPACTS DU PROJET

Le projet jeunesse nigérienne à Diffa a eu des impacts sur les communautés du projet, économiques et environnementaux.

III.5.1 Impact sur les communautés du projet

Cohésion sociale et consolidation de la paix comme impact du projet à Diffa

Le projet est en train de contribuer au renforcement de la cohésion sociale et à la consolidation de la paix à travers des rencontres organisées par les jeunes au sein de leurs espaces civiques. Ces espaces civiques ont renforcé le vivre ensemble avec tout ce qui va avec au niveau communautaire. Le projet contribue également à la cohésion sociale par la production de messages alternatifs par SFCG avec les jeunes des FADA, ainsi que leur participation aux clubs d'écoute et l'organisation des dialogues.

Tableau 10 : La participation des jeunes aux activités organisées dans les espaces civiques

Modalités	Participation aux débats	Participation aux activités culturelles	Participation aux activités sportives et culturelles
Femmes	29%	41%	43%
Hommes	19%	29%	36%
Total	48%	70%	80%

Source : Enquête de terrain, décembre 2023

Le tableau ci-dessus montre que 48 % de jeunes dont 29 % de filles enquêtés dans le cadre de ces évaluations ont participé aux débats organisés dans les espaces civiques ; 70% de ces jeunes dont 41 % de filles ont participé aux activités culturelles (les théâtres, les sketches) et 79 % dont 43 % de filles ont participé aux activités sportives (matches de football inter-jeunes et inter-commune). Cela montre que les centres civiques sont très fréquentés par les jeunes pour les activités sportives et culturelles et un peu moins pour les débats organisés. Les centres civiques sont ainsi un lieu de rassemblement et de brassage communautaire des jeunes.

Il ressort également des entretiens que nous avons eus avec les personnes ressources du projet et des différents rapports produits dans le cadre de ce projet que la cohésion sociale entre la communauté (réfugié, déplacée et hôtes) est renforcée grâce au projet. Ce changement est directement lié à l'intervention du projet. Avant il n'y avait pas de solidarité entre les jeunes, parce qu'ils ne se connaissaient pas et aujourd'hui ils ont créé des groupes WhatsApp où ils échangent et vont même sensibiliser leur entourage. Par ailleurs, l'organisation des activités sportives (matchs de football inter-jeunes et inter-commune), l'organisation des activités culturelles (les théâtres participatifs, les sketches, les thés débats) dans la zone d'intervention du projet a permis aux jeunes d'améliorer leur unité sociale, de réduire les conflits inter-jeunes et de consolider la paix.

Sur la consolidation de la paix, le projet a eu à faire plusieurs formations en approche SFCG sur plusieurs thématiques notamment « comment on peut mieux vivre entre citoyens ou entre populations réfugiées ». Sur ce volet, il y a aussi des conflits que le projet a eu à gérer entre les différents FADA parce que les FADA avant ne s'entendaient pas. Grâce à l'intervention du projet, certains de ces antagonismes ont pris fin et désormais ils jouent et font tous ensemble. Par ailleurs, il y a eu renforcement de la coexistence communautaire entre les jeunes des communautés qui étaient en conflits.

Le Président de l'Association des Jeunes de Kablewa M. Mahamadou Oumarou lors de nos entretiens a aussi parlé de l'impact du projet en ces termes: « tout ce qu'on fait, c'est pour amener la paix, surtout quand on sait la situation sécuritaire de notre zone, on peut dire que ça va contribuer à la consolidation de la paix en renforçant la cohésion sociale entre les jeunes. En effet, en réunissant régulièrement autour des demi-lunes une centaine des jeunes qui travaillent ensemble, ils se font des amis, échangent des informations, contribuant ainsi à développer le mieux vivre ensemble. Les équipes de travail composées de dix (10) jeunes dont six (6) femmes et (4) hommes sont fiers de travailler ensemble. Il a confirmé qu'au-delà des jeunes, l'activité des demi-lunes a réuni tous les villages rattachés à Kablewa et a donc raffermi la cohésion sociale avec les autres villages. Il poursuit que toutes les communautés (Boudouma, Kanori, Peulh, Toubou et Haoussa) sont représentées dans cette activité des demi-lunes, ce qui contribue effectivement à la cohésion sociale ».

Les jeunes ayant bénéficié du projet sont devenus des incubateurs locaux pour les questions de la promotion de la jeunesse et la cohésion sociale.

Un autre impact important produit par le projet, c'est que certains jeunes sont devenus des incubateurs locaux pour les questions de la promotion de la jeunesse et la cohésion sociale au niveau des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa. Beaucoup d'acteurs humanitaires les consultent pour avoir plus de lumière et d'éclaircissement sur le développement de leur commune partant de l'expérience tirée dans ce projet.

Construction et équipement des bureaux des jeunes dans les communes de la région de Diffa

Il ressort des rapports, des observations de terrain et des entretiens que la construction des bureaux de jeunes dans plusieurs communes de la région de Diffa dans le cadre de ce projet a permis d'offrir aux jeunes de plusieurs communes un espace de rencontre. Ces salles ont reçu des équipements tels que des chaises simples, des ordinateurs bureautiques, photocopieuse,

panneau solaire, batterie, un carton de rame de papier, des chaises bureautiques, les équipements pour les jeux tels que dame, scrabble, belote. Ces salles sont ainsi des lieux de rencontre pour les jeunes qui viennent jouer aux jeux de dames ou au scrabble. C'est aussi un lieu de rencontre et de brassage communautaire de la jeunesse. Ce projet a apporté une valeur ajoutée pour les communes, car les chaises de la maison des jeunes sont mises en location par les jeunes et cela leur permet de gagner un peu d'argent pour alimenter leurs caisses sociales. Les maisons/bureaux de jeunes ont été dotés de moyens nécessaires pour fonctionner efficacement et rassembler les jeunes autour d'évènements sociaux.

Renforcement de capacités des jeunes en informatique

Les jeunes filles et garçons ont été formés en informatique, ce qui leur a permis de savoir utiliser l'ordinateur et de maîtriser les TIC. Cette expertise augmente leur chance de trouver du travail dans le domaine des TIC qui est un domaine porteur au niveau de la région de Diffa en particulier. Le fait d'équiper en matériel informatique les centres des jeunes permet à ces derniers de s'exercer régulièrement en informatique.

III.5.2 Impact économique du projet

Les activités génératrices de revenus (AGR) menées dans le cadre de ce projet ont permis une réduction du chômage.

Il ressort des différents rapports et des entretiens que les jeunes ont eu des formations. Ils ont été formés sur la base de comment gérer mieux mon entreprise (GERME). D'après les rapports, 140 jeunes sont bénéficiaires des AGR. Ils sont répartis sur 7 communes de la région de Diffa donc 20 jeunes bénéficiaires par commune. Ces bénéficiaires constitués de jeunes filles et garçons de moins de 35 ans ont été dotés de Kits AGR agricoles, de kits AGR élevages (Kit petits ruminants) et de Kits AGR commerce. Ces AGR ont contribué à la réduction du chômage des jeunes en occupant les jeunes. Les jeunes qui ont bénéficié des AGR ne sont plus en chômage. Par exemple ceux qui font la transformation de niébé ou l'embouche vont engendrer beaucoup d'emplois et avantages. Par ailleurs, le transformateur va engager un jeune, mais aussi produire des aliments de qualité pour la communauté, l'emboucheur va payer ses aliments bétail dans le village et vendre son animal embouché au village. C'est dire que des emplois seront créés chez les jeunes. Plusieurs activités seront développées par les jeunes et vont permettre d'assurer la sécurité alimentaire à la population locale. Ainsi, grâce aux AGR et au renforcement de capacité sur l'entrepreneuriat, les jeunes se prennent peu à peu en charge ainsi que leur famille.

Il y a donc eu des changements positifs grâce aux AGR. Par exemple les kits AGR de commerce ont contribué à la création de boutiques et de petits commerces et certaines de ces boutiques se trouvent dans les villages où il n'y avait pas de boutiques et désormais les populations peuvent s'approvisionner sur place en denrées de première nécessité. Ceux qui ont reçu le réfrigérateur conservent des poissons frais pour écouler sur le marché. Les kits petits ruminants remis aux exploitants du site maraicher au niveau de Chetimari (chacun a reçu 3 chèvres 1 bouc et une parcelle de 0,25 ha en vue de la vulgarisation de la culture fourragère sur le site de Malam Gamari) a permis aux jeunes de se lancer dans l'élevage et surtout dans la production de fourrage. La culture de fourrage permet non seulement de nourrir les ruminants, mais également de

conserver les sols. Nous pouvons conclure que grâce aux kits AGR en agriculture, élevage et commerce, les conditions de vie des bénéficiaires sont en train de s'améliorer. Les jeunes désormais occupés sont peu tentés de s'engager dans les activités dangereuses telles que l'extrémisme violent, donc il y a une réduction de départ des jeunes vers les GANE.

Un autre impact est lié à la création et à la mise en œuvre du périmètre maraîcher de Malam Boulamari. Ce périmètre maraîcher en faisant travailler les jeunes a favorisé la cohésion sociale et est en train de devenir un modèle économique qui peut être diffusé dans tout le pays et même ailleurs.

À cet effet, un membre du focus group de la commune de Chetimari déclare : « que la création d'emploi aux jeunes est la priorité de ce projet comme fait la politique du gouvernement nigérien. Parce que nous sommes des Nigériens et nous n'avons pas d'emploi, vous savez le manque d'emploi est dangereux, il nous a donné de l'emploi on a eu une activité. Comme nous avons eu l'emploi, la paix aussi va suivre quand il n'y a pas d'emploi, il n'y a pas la paix, il n'y a que des problèmes ».

III.5.3 Impact sur la gestion inclusive des ressources naturelles (environnement)

Le projet jeunesse nigérienne en action a eu un impact positif sur les ressources naturelles.

Tableau 11 : Apport du projet dans la prévention des catastrophes naturelles

Modalités	Réparation des dégâts causés par les catastrophes naturelles	Implication des bénéficiaires dans la prévention des catastrophes naturelles
Femmes	31%	28%
Hommes	19%	24%
Total	50 %	52%

Source : Enquête de terrain, décembre 2023

Le tableau ci-dessus montre que 50 % des répondants de nos enquêtes estiment que le projet a apporté des réparations aux préjudices causés par les catastrophes naturelles. À cet effet, nous pouvons dire que les plantations d'arbres et les demi-lunes mises en place dans le cadre de ce projet contribuent à lutter contre le changement climatique. Il faut souligner l'implication des bénéficiaires du projet dans la lutte contre le changement climatique, car 52 % y ont été impliqués et peuvent grâce à la formation et les pratiques de terrain lors de la mise en œuvre du projet planter les arbres et creuser les demi-lunes dans leurs champs.

Les rapports, les entretiens et les observations de terrain montrent que le projet « jeunesse nigérienne en action » a eu des changements positifs sur la déforestation et la restauration de terre dégradées.

En ce qui concerne la déforestation, il s'observe un changement de comportement positif par rapport à l'abatage abusif des arbres grâce à la sensibilisation des jeunes femmes et hommes par l'ONG KOURI sur les impacts des changements climatiques et la dégradation des terres dans les sept communes, notamment sur le phénomène de changement climatique, les causes de

dégradation des terres, les effets de dégradation des terres, les conséquences et les mesures d'atténuation de dégradation des terres. L'effet constaté à la suite de cette sensibilisation est l'arrêt d'abatage abusif des arbres dans les villages sensibilisés. Les populations développent peu à peu des attitudes positives vis-à-vis de leurs ressources naturelles. Par ailleurs, certains participants ont promis d'aller répliquer la plantation des plants dans leurs villages et surtout dans leurs champs respectifs ».

En ce qui concerne la restauration des terres dégradées, à Kablewa l'ONG KOURI a réalisé des demi-lunes sur 50 ha des terres dégradées, ce qui a permis de récupérer ces terres. Le site est boisé (plantation des arbres) de 15 650 espèces de *Prosopis chillensis* et il y a des herbes pour le pâturage. Cette activité a permis une autonomisation économique des jeunes, car elle a touché 99 jeunes, dont 49 jeunes hommes et 50 jeunes femmes qui ont été rémunérés à travers du *cash for work* pour leur participation aux travaux des demi-lunes.

PHOTO 1 : la réalisation des demi-lunes dans la commune de Kablewa



Source : Photo ONG Kouri. La réalisation des demi-lunes dans la commune de Kablewa.

Dans la commune de Chetimari, au niveau du village Malam Gamari, un site maraîcher a été réalisé au profit des jeunes du village. Dans ce site, les ménages vont mener des activités agricoles. La pratique de la culture maraîchère par les jeunes pourra leur permettre de répondre à leurs besoins quotidiens.

III.5.4 Les défis auxquels le projet a fait face

Malgré ces impacts positifs décrits ci-dessus, il y a eu quelques défis dont le projet ou les bénéficiaires ont fait face.

Par exemple, en matière d'AGR parmi ceux qui ont bénéficié des réfrigérateurs certains ont mis leur propre fonds pour augmenter les panneaux et les batteries, car il n'y a pas de corrélation entre les batteries et les capacités des réfrigérateurs (faute d'électricité).

D'autres bénéficiaires d'AGR ont perdu les bétails qu'ils ont bénéficié. Les bétails ne s'étant pas adaptés dans leur nouvel environnement.

Un autre défi a été celui posé par le coup d'État du 26 juillet 2023 qui a fait suspendre plusieurs activités du projet. Il y a un autre défi qui était l'insécurité dans certaines zones d'intervention comme Bosso et Kablewa.

III.6. THÉMATIQUES TRANSVERSALES

III.6.1 Utilisation de l'approche sensible au genre et aux conflits dans la conception et la mise en œuvre du projet

Dans la mesure où le contexte sécuritaire de la région de Diffa était marqué par des attaques persistantes des organisations d'extrémismes violentes (OEV) telles que Boko Haram contre la population civile et militaire, l'accent a été mis sur le genre féminin parce que les études, les événements et les statistiques montrent que les violences basées sur le genre sont prégnantes et les filles et les jeunes femmes étaient les premières victimes des abus et exploitations sexuelles dans un contexte d'insécurité. Le projet a été élaboré sur la base de cette politique du genre. Ainsi, hommes et femmes des différentes communes ont été impliqués dans l'organisation et la participation active de toutes les activités qui ont eu lieu dans leurs communes. L'engouement a été remarquable chez les jeunes filles surtout lors des activités de rencontres, compétitions sportives, culturelles et pendant la caravane de sensibilisation portant sur la thématique Genre, laquelle a abrité 1400 femmes sur un effectif de près de 3000 personnes. Le projet a organisé une formation de 84 jeunes, répartis entre 73 jeunes hommes et 11 jeunes femmes sur la conception et la diffusion de messages alternatifs à l'extrémisme violent, ainsi que des techniques de production médiatique. Le périmètre maraîcher de Malam Gamari va bénéficier à 45 ménages, dont 14 sont dirigés par des femmes chefs de ménage et 31 par des hommes chefs de ménage. Par ailleurs, 140 jeunes ont reçu des kits AGR dont 84 jeunes femmes et 56 jeunes hommes.

Les études de base du projet et les entretiens que nous avons menés montrent donc que toutes les activités du projet de la conception à la réalisation étaient sensibles au genre et aux conflits. Cependant, l'accent a été mis sur la composante féminine pendant la réalisation parce que les filles et les jeunes femmes sont les premières victimes des abus et exploitations sexuelles.

Pendant la mise en œuvre du projet, l'approche sensible au genre a été respectée. Les activités de théâtres participatifs, les compétitions culturelles et sportives, les caravanes de sensibilisation sur le Genre, les sessions de dialogues inter-jeunes ont principalement fait ressortir les risques d'exploitations de jeunes filles et garçons par l'extrémisme violent. Toutes les activités mises en œuvre avaient pour objectif de développer et de préserver la culture de la paix dans les comportements et dans la façon de faire de la jeunesse de Diffa.

III.6.2 Intégration des dimensions genre dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'intervention et des résultats

Dans la conception et la mise en œuvre du projet, le genre a été pris en compte. Le projet a intégré les jeunes sans distinction de sexe à toutes les étapes de sa mise en œuvre. Il était prévu que les femmes bénéficiaires occupent 55%, mais dans la mise en œuvre des activités les femmes ont été touchées à hauteur de 60%.

Tout au long de la mise en œuvre, les jeunes filles et garçons âgés de plus de 35 ans ont été impliqués notamment dans les missions de sensibilisation sur les impacts de changement climatique, pour bénéficier du cash for work et des AGR. Donc le projet a respecté sa ligne directrice qui voulait aussi une implication active des filles dans la mise en œuvre du projet.

III.6.3 Implication des jeunes hommes et femmes dans le projet

C'est à travers des réunions participatives que le projet a réussi à impliquer les filles et les garçons lors de sa mise en œuvre. Le projet a également favorisé l'accès à toutes les sensibilités sociales et culturelles de la communauté dans sa mise en œuvre. Par exemple lors des sessions des dialogues et des discussions, c'étaient les jeunes qui ont été mis au-devant et ils étaient libres d'inviter les parties prenantes au niveau de la commune par rapport aux thématiques. Dès lors c'est à travers ces genres d'activités que le projet a impliqué les jeunes.

III.6.4 Rôle du projet dans l'apaisement des tensions le renforcement et la cohabitation entre les acteurs

C'est à travers les rencontres d'échange, des dialogues intergénérationnels entre jeunes et leaders, des messages radios alternatifs, les activités AG les activités de cash for work et les activités culturelles et sportives. Toutes ces activités ont contribué à rassembler et à renforcer le tissu social, elles ont permis de mieux comprendre l'autre, ses intérêts, et donc d'entretenir un climat apaisé. Le projet a donc contribué à apaiser les tensions et à renforcer la cohabitation entre les acteurs.

Avant le projet, il y avait des communautés en conflits ouverts mais la mise en groupe des jeunes de ces communautés a raffermi leur vivre ensemble. Avant le projet, il y avait également beaucoup de conflits entre jeunes des palais dans la commune de Diffa. L'approche du terrain d'entente (l'approche SFCG) a été mise en place pour apaiser les tensions, notamment au niveau de jeunes de palais de Charé, Djori kollo et Sabon. Le projet a donc réussi à réconcilier les jeunes des palais et par ricochet la cohésion sociale.

La prise en compte de l'aspect genre, l'atteinte des objectifs de consolidation de la paix du projet

La prise en compte de l'aspect genre a vraiment contribué à l'atteinte des objectifs de consolidation de la paix du projet, parce qu'à travers ces jeunes sensibilisés et formés on voit qu'il y a des changements positifs de comportement à leur niveau, mais aussi ces mêmes effets sont indirectement perceptibles auprès des autres jeunes de la commune. Le projet en mettant les filles au centre de ses différentes activités a contribué à donner une importance aux femmes dans cette société archi dominée par les hommes, réduisant ainsi les inégalités en instaurant une égalité de chance et une équité sociale et inclusive.

III.7. EFFETS CATALYTIQUES

Le projet jeunesse nigérienne en action révèle plusieurs problématiques des jeunes nigériens qui, par ailleurs sont rattachées à des secteurs importants et requiert des politiques de développement dans le cadre de la gouvernance nationale régionale et locale. Il s'agit du secteur social, sécuritaire, alimentaire, économique et environnemental..., dont les problématiques pertinentes ne peuvent qu'être d'un intérêt certain pour des organisations et institutions nationales et internationales.

Pris singulièrement ou globalement, la nature et l'intensité des besoins s'alignant aux missions et objectifs d'intervention de plusieurs organisations à l'instar l'UNFPA pour la sécurité alimentaire, l'UICN pour la gestion des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique, le PNUD pour le développement social et économique, l'OIM pour l'immigration ...Dans cette perspective, le SFCG valorise une approche globale et régionale qui complète les efforts des autorités nationales. Mais surtout, une approche qui mise sur le développement économique, la protection des droits de l'homme et la participation civique, l'amélioration des conditions de vie des populations locales. De fait, cette vision de Search a pour finalité de renforcer la résilience des individus et des collectivités afin de consolider la cohésion sociale et l'État de droit dans la perspective d'asseoir une paix pérenne. L'aboutissement de cette vision ne peut que susciter une attraction d'intervention ou d'appuis financiers pour le projet.

De manière programmatique, le projet pourrait tout aussi bénéficier les financements au vu des problématiques plurisectorielles qu'il invoque traduisant par ailleurs la nécessité de la mobilisation des acteurs spécifiques agissant dans le secteur selon les programmations indicatives de leur politique d'action.

III.8. DURABILITÉ

La durabilité du projet est abordée dans la perspective de se rassurer de l'intégration dans la planification du projet des principes du développement durable et les stratégies d'architecture de paix pour la région de Diffa, de leur mise en œuvre par des actions dans les unités territoriales concernées et des variations ou effets. L'appréciation tiendra compte des aspects environnementaux, économiques et sociaux du projet dans les unités territoriales mais également du plan de sortie prévu par le projet en vue de la pérennisation de ses acquis.

III.8.1 Durabilité environnementale

L'accent est mis ici sur la préservation des ressources, la lutte contre la pollution, les économies d'énergie, et la transmission du capital naturel aux générations futures. Le projet s'est attelé au renforcement des capacités de résilience des jeunes femmes et jeunes hommes dans la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles (eau et terres) et ce, dans un souci de développement du capital naturel et humain dans les départements de Diffa, Bosso et Nguigmi, aux fins de transmission aux générations futures.

Les actions planifiées par le consortium OIM et SFCG et déclinées de l'objectif 2 ont bénéficié de l'accompagnement technique de la Direction régionale de l'Environnement (DRE) de Diffa. Les

jeunes femmes et hommes ont bénéficié des formations, des renforcements des capacités sur les techniques de réhabilitation des terres pour une meilleure gestion durable des ressources. Ces formations ont permis d'améliorer la sensibilité et les connaissances des populations (jeunes hommes et femmes...) sur les questions liées à la gestion saine des ressources naturelles (eau et terres) et les principes de conduite (durabilité forte et faible, principe de précaution) et de sécurité alimentaire.

1382 jeunes femmes et hommes ont été sensibilisés par l'ONG KOURI sur les impacts des changements climatiques et la dégradation des terres, le phénomène des changements climatiques, les causes de dégradation des terres, les effets de dégradation des terres, les conséquences et les mesures d'atténuation de dégradation des terres.

250 jeunes ont pu être formés à la réhabilitation des terres, aux enjeux liés à la gestion des ressources naturelles, l'importance de la résilience au changement climatique et, ont pu maîtriser les techniques de production des plans. En effet, 10 pépiniéristes ont pu être identifiés par Commune. Par ailleurs (07) sept pépinières villageoises ont été mises en place pour la restauration des terres dégradées. À Kablewa par exemple, au moins 50 hectares terres dégradées ont été récupérées grâce au reboisement de l'ONG Kouri. 15650 espèces de *Prosopis chillensis* (arbuste poussant dans les espaces désertiques) et des herbes pour le pâturage ont été plantées pour récupérer les terres. Ces actions ont été menées dans la perspective de réduire l'instabilité agro écologique, les pressions anthropiques sur les ressources et par ailleurs, de faciliter l'accès aux ressources naturelles dans les départements concernés.

Le projet a permis aux jeunes (au moins 55% de jeunes femmes) d'agir pour la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles et à la sécurisation des terres. Les données collectées montrent également que les activités de reboisement ont beaucoup contribué à réparer les dégâts causés par ces catastrophes naturelles.

III.8.2 Durabilité économique

L'accent a été mis ici sur la facilitation de l'accessibilité des jeunes femmes et hommes au développement des activités économiques dans les communes concernées par le projet. Parmi ces activités économiques se comptent entre autres, l'agriculture, l'artisanat, l'élevage, la pêche. Le projet a permis aux jeunes femmes et hommes de renforcer leur autonomie économique et de réduire ainsi leur vulnérabilité. La création du tissu économique a nécessité dans le cadre du projet, la formation des jeunes femmes et hommes aux métiers d'élevage, d'agriculture et de pêche. En effet les jeunes femmes et hommes pratiquent la pêche (1%), l'élevage (2%), le commerce (25%), l'artisanat (3%), l'agriculture (23%) et d'autres activités économiques (11%). Ces activités illustrent un tissu économique naissant dans la région de Diffa, mais encore sommaire qui mérite d'être consolidé. Le projet a prévu des appuis financiers dans le domaine agricole. Cependant, le taux de bénéficiaires de ces appuis en AGR agricole est différent d'une commune à l'autre. Néanmoins, il demeure que seuls 35 % des jeunes de la Région ne pratiquent aucune activité économique. Et donc, le projet a pu générer auprès de 65% de jeunes une activité économique génératrice de revenus, dont l'accompagnement, et l'encadrement des acteurs bénéficiaires rendra prospère et autonome.

III.8.3 Durabilité de la cohésion sociale et d'un environnement non violent

La durabilité sociale est abordée ici à travers la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les références monographiques font prévaloir d'un capital humain important avec un des taux de croissance démographique des plus importants au Niger (3,9%). Les personnes de 0 à 35 ans représentent 82,08% des jeunes femmes et hommes. Elles sont pauvres et vulnérables. L'accès aux activités économiques, aux services sociaux de base ainsi qu'aux espaces civiques est limité, voire inexistant, les exposant aux risques d'exploitation par les groupes extrémistes violents présents dans la région. La situation sociale est donc fortement marquée par le chômage, l'exclusion, l'oisiveté, l'enrôlement de la jeunesse dans les groupes d'extrémisme violent. La nécessité de créer un environnement propice à l'épanouissement des jeunes hommes et femmes pour contribuer à l'égalité et à l'autonomisation des jeunes et des femmes a donc été très fortement envisagée dans le projet à travers :

- la construction des infrastructures sociales en l'occurrence, les espaces publics et civiques dans les maisons de la jeunesse et de la culture (MJC) ;
- l'optimisation de leur accès aux jeunes femmes et jeunes hommes de la région de Diffa ;
- le renforcement des capacités de résilience des jeunes femmes et jeunes hommes dans la préservation, l'accessibilité et la gestion rationnelle des ressources naturelles (eau et terres) ;
- la mobilisation des jeunes femmes et hommes pour le renforcement de la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent.

La mise en œuvre de ces actions s'est faite avec l'appui du Consortium OIM - SFCG, la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports de Diffa en collaboration avec la Direction Régionale de la Culture, l'Institut National de la Statistique de Diffa. Le projet a donc pu aboutir à :

- la cartographie et l'évaluation des espaces civiques des sept (7) communes des Départements de Diffa, Bosso et N'Guigmi ;
- au renforcement des capacités techniques et d'accueil de ces espaces ;
- la formation des jeunes femmes et hommes à l'utilisation du matériel informatique ;
- l'organisation des compétitions sportives et de loisirs, des rencontres inter MJC ou espaces civiques pour favoriser la paix et la cohésion sociale intra et intercommunautaire ;
- la création des modules de formation en informatique et en gestion administrative.

En outre, les jeunes femmes et hommes ont été inclus dans la gestion des affaires publiques et formés en gestion des affaires publiques et le leadership pour leur permettre de développer les compétences nécessaires afin de faciliter leur accès à l'emploi.

Le projet a été conçu pour assurer la durabilité des résultats au-delà de la fin de sa mise en œuvre en capitalisant sur l'ancrage local du conseil de jeunes régional, les conseils de jeunes départementaux et communaux, la CCAJ, les conseils municipaux des sept communes, les services techniques déconcentrés de la jeunesse et l'entrepreneuriat, de la culture et de la promotion de la femme et la protection de l'enfance, les OSC locales des jeunes et femmes. Les activités développées adoptent également une approche holistique de façon à faciliter l'accès durable aux espaces civiques, l'autonomisation économique pour les jeunes de moins de 35 ans dans la préservation de l'environnement afin de contribuer à la consolidation de la paix et une sortie de crise sécuritaire dans la région de Diffa. Les activités ont été mise en œuvre sur le leadership de

la jeunesse avec l'accompagnement des services et de la société civile enfin de gagner plus d'appropriation locale. Les Espaces civiques depuis lors sont sous la gestion directe de la jeunesse (comité de gestion) avec une supervision des mairies. Ces espaces vont être utilisés par les jeunes comme lieux de rencontre intracommunautaire et intercommunalité grâce au réseau qui a été mis en place durant le projet.

IV. DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS

IV.1. DIFFICULTES

La phase de collecte ne s'est pas faite sans difficultés, les principales rencontrées étaient les suivantes :

- Un bon nombre des bénéficiaires (OIM-SFCG-IDVERT et KURI) n'étaient ni joignables au téléphone ni localisables, la particularité du contexte due aux événements du 26 juillet 2023 (coup d'État) au Niger et l'embargo imposé par la CEDEAO ayant rendu la vie difficile et cher dans la zone qui était déjà fragilisée par l'insécurité depuis 2009, ce qui aurait poussé une bonne partie de la population y compris les bénéficiaires à se déplacer ;

Pour contourner cette difficulté, nous avons pris appui sur les conseillers communaux des jeunes qui nous ont aidés à rencontrer la plupart des bénéficiaires.

- Difficulté de mélanger les hommes et femmes, jeunes et adultes et aussi les autorités dans certaines localités (Nguigmi, Toumour etc) lors du déroulement des focus groups ; Cette difficulté a été contournée par l'organisation séparée des focus group des femmes et d'hommes dans les différentes localités.
- Difficulté du consultant principal de n'avoir pas participé à la collecte des données sur le terrain pour vivre la réalité du projet du fait de la situation politique liée au coup d'État du 26 juillet 2023. Cette difficulté a néanmoins été contournée par le recrutement d'un consultant local à DIFFA.
- Les lenteurs, limitations et les blocages administratifs des opérateurs de transfert des fonds ont contribué à ralentir les activités de collecte sur le terrain. Pour contourner cette difficulté, nous avons utilisé plusieurs opérateurs de transfert d'argent et même des particuliers.

IV.2. RECOMMANDATIONS

A la lumière de la mise en œuvre du projet jeunesse nigérienne en action à DIFFA, l'équipe d'évaluation suggère un nouveau projet qui prendra en compte les recommandations ci-après :

À l'endroit du consortium et de ses partenaires de mise en œuvre :

- Outiller les ONG locales partenaires de la mise œuvre sur une meilleure identification des bénéficiaires, notamment les jeunes hommes et jeunes femmes ayant bénéficié de formations et de sensibilisations, les outiller par ailleurs sur le suivi des bénéficiaires sur le terrain afin de mieux anticiper sur les situations qui conduiraient les jeunes à se déplacer.
- Sensibiliser les nouvelles autorités locales et régionales et la HACP sur les actions du projet afin de garantir une certaine continuité dans la collaboration qui a été un des points forts dans la mise en œuvre de ce projet. Outiller ces autorités en vue de la mise en place des mécanismes de pérennisation de ces actions.
- Favoriser une intervention qui pourra créer de nouveaux points d'accès d'eau (forages ...) afin de réduire la pression qu'il y a autour de cette ressource.
- Réaliser un plaidoyer et mettre en place un mécanisme permettant de faciliter l'accès aux terres arables par les jeunes de moins de 35 ans (avec un accent particulier aux PDI) en leur permettant d'acquérir des titres fonciers. Ce mécanisme pourra former des groupes de jeunes bénéficiaires PDI ou alors mixant PDI et jeunes locaux.
- Pour les prochaines interventions, réaliser d'autres études sur le genre et résilience pour prendre en compte les autres besoins (facteurs d'exclusion, les AGR porteuses, l'accès au foncier, etc.) qui pèsent sur les femmes et limitent leur participation/appropriation des actions du projet. Au vu des changements survenus à la tête des institutions locales après le 26 juillet, cette étude permettra également d'approfondir l'analyse du contexte d'intervention du projet sur le genre afin d'aligner clairement l'action du projet sur les éventuelles nouvelles orientations stratégiques.

À l'endroit des autorités au niveau local, régional et national

- Faciliter la mise en place d'une plateforme de collaboration afin d'assurer une continuité des actions de ce projet ainsi que leur pérennisation. Celle-ci permettra aussi de communiquer sur les nouvelles orientations stratégiques ainsi que les points de convergences.

À l'endroit des MJC

- Organiser de nouvelles sessions de formations des jeunes de moins de 35 ans à l'utilisation du matériel informatique, dans le domaines de la gestion, l'administration et maintenance des espaces civiques avec une parité sensiblement égale entre les hommes et les femmes.

À l'endroit PBF

- Favoriser la capitalisation de ce projet à travers la conception et la mise en œuvre d'un nouveau projet qui intégrera toutes les actions ci-dessus proposées afin d'assurer la durabilité de ce nouveau projet.

BIBLIOGRAPHIE

AJEEC NIGER (2000), Projet d'Autonomisation des Femmes et des Jeunes Filles par le Sport (PAFJES), ONG General AID (GAN).

Conseil Régional de la Jeunesse (2020). Termes de référence pour la mise en réseau des jeunes des différents espaces civiques des départements de Diffa, Bosso et Nguigmi et leur facilitation mutuelle au partage d'expériences.

Charte Africaine de la jeunesse (2006), (articles 13 à 25)

Charte Africaine de la Jeunesse de 2009.

Décret N°2015-545/PRN/MJ/S du 14 octobre 2015, portant création du Conseil National de la Jeunesse du Niger (CNJN).

Direction de L'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification (2022). Renforcement des capacités de 245 jeunes (femmes et hommes) couplé à la mise en place de 07 pépinières villageoises pour une meilleure gestion durable des terres réparties dans le département de Diffa (commune de Diffa, Chetimari, et Gueskeru) département de Bosso (commune de Toumour et Bosso) département de N'Guigmi (commune de N'Guigmi et Kabléwa).

Direction régionale de l'environnement de Diffa (2022). Rapport de formation théorique et pratique de 245 jeunes sur la gestion des RN et la production des plants dans sept communes de la région Diffa.

Evaluation finale du projet CS 0907 : listes des parties prenantes.

Fonds Monétaire International (2022). Mise à Jour des Perspectives de l'Economie Mondiale : Un horizon sombre et plus incertain.

GADO Alzouma (2023). La jeunesse rurale nigérienne, la grande oubliée des politiques de développement.

Grünewald François et Niandou Ibrahim, (2019). « L'accès humanitaire dans la région de Tillabéri, Niger ».

Handy, Simon P. & Faye, A. K., (2021) Étude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents dans l'espace francophone, cas du Niger ; *Institut d'études de Sécurité ISS*.

ID vert (2022). Rapport d'activité allant du 1^{er} avril au 31 décembre 2022.

INS (2020), Annuaire Statistique 2015 – 2019, édition 2020.

Kouri (2022) Rapport (intérimaire/final) descriptif des partenaires d'exécution.

Loi n° 98-12 du 1^{er} juin 1998, portant orientation du système éducatif nigérien.

Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, & Direction générale de la promotion de la femme et du genre &, Direction Autonomisation

Economique de la femme (2015). Stratégie nationale portant sur l'autonomisation économique des femmes au Niger.

OIM-SFCG (2021). Etude de référence. Rapport final.

PBF, SFCG, OIM (2022) Project Progress Report. Version actualisée.

PBF (mai 2023) Project Progress report. SFCG, OIM, version actualisée.

PBF (juin 2023) Project Progress report. SFCG, OIM, version actualisée.

PBF, YPI, SFCG, OIM, (2021) Document projet. Version finale.

PBF. Copie finale 3 PBF- budget jeunes OIM-SFCG updated, Feuille tableau budgétaire 1.

République du Niger (2022). Politique nationale de la jeunesse (2023 – 2032). Ministère de la jeunesse.

République du Niger (2015). Stratégie nationale portant sur l'autonomisation économique des femmes au Niger.

République du Niger (2020). Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

République du Niger (2019). Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger (2020-2029).

République du Niger (2020) Stratégie nationale d'accélération de l'éducation et de la formation des filles et des femmes au Niger 2020-2030.

Smith Alan et Smith Ellison Christine, (2012). *Les jeunes, l'éducation et la consolidation de la paix*, Centre UNESCO, Université d'Ulster.

Seini Hamadou, A. (2021). Rapport de formation théorique et pratique de 245 jeunes sur la gestion des ressources naturelles et la production des plants dans sept (07) communes de la région de Diffa.

Annexes

ANNEXES

N.B. Les annexes seront envoyées dans un autre fichier.